

l'Anticapitaliste

n°620 | 16 juin 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



BATTRE MACRON

PRÉPARER LES

LUTTES

Dossier

**RETOUR SUR LE
PREMIER TOUR
DES ÉLECTIONS
LÉGISLATIVES**

Pages 6 et 7

ÉDITO

La question de Laura
Page 2

PREMIER PLAN

Crimes policiers. Justice et vérité pour Rayana et touTEs les autres
Page 2

ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Une commission de la Chambre des représentants affirme que Trump était au centre de la tentative de coup d'État
Page 4



LIBRE EXPRESSION

Pour une décroissance écosocialiste, par Michael Löwy, Bengi Akbulut, Sabrina Fernandes et Giorgos Kallis
Page 12

NPA

RÉUNION-DÉBAT

**VENDREDI
24 JUIN
19H À LA
BELLEVILLOISE**
19-21 RUE BOYER,
75020 PARIS

**ET MAINTENANT
CONSTRUISONS UNE
GAUCHE DE COMBAT!**

AVEC **PHILIPPE POUTOU** ET
DES ANIMATEUR·TRICE·S D'AUTRES COURANTS
POLITIQUES ET DES MOBILISATIONS.

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - LANTICAPITALISTE.ORG



Par AURÉLIE-ANNE THOS

La question de Laura

Le 9 juin, Emmanuel Macron est en visite dans le Tarn. Au milieu d'un bain de foule se trouve Laura, 18 ans et lycéenne, qui va profiter pendant quelques instants de l'attention du président pour lui poser une seule question : « Emmanuel Macron, vous mettez à la tête de l'État des hommes accusés de viols et de violences sur les femmes. Pourquoi ? »

Cette question est géniale. Parce qu'elle pointe la contradiction entre le discours et les actes de Macron qui avait, en façade, fait de l'égalité femmes-hommes sa « grande cause » du quinquennat. Parce qu'elle est enfin posée alors que le sujet – pourtant porté par de nombreuses militantes féministes – avait été soigneusement évité par les journalistes. Parce qu'elle émane d'une lycéenne qui nous montre bien que la génération à venir n'entend pas se laisser marcher dessus.

Cette question est géniale, parce qu'en plus de tous ces éléments, Laura demande « Pourquoi ? » C'est vrai ça, pourquoi ? Macron s'échappe tout en balbutiant quelques éléments sur la présomption d'innocence, mais personne ne s'y trompe : il n'a pas répondu. Laura n'est pas en train de demander si Darmanin est coupable ou innocent, ou les implications légales de la présomption d'innocence. Ce qu'elle demande c'est pourquoi Macron, en tant que chef de l'État, fait ce choix-là : pourquoi ? Quelles sont les raisons et les buts de ces nominations : pourquoi ? À quels impératifs il répond, quel message il veut envoyer : pourquoi ? Laura inverse la charge : il ne s'agit plus seulement de savoir si les hommes accusés de viols ou de violences sexistes et sexuelles peuvent ou ne peuvent pas légalement ou moralement continuer à exercer une fonction politique mais de savoir pourquoi ils le devraient ? C'est à cause de ce « pourquoi » que les gendarmes se sont rendus dans le lycée de Laura le jour suivant, la sortant de cours pour l'intimider : sa petite question, elle n'aurait pas dû la poser. Imaginez un peu : une lycéenne demande à Emmanuel Macron de justifier ses actes. C'est la raison pour laquelle cette simple question fait autant parler d'elle et est reprise par des milliers de femmes sur les réseaux sociaux. Nous demandons toutes à Emmanuel Macron de se justifier : pourquoi ? Nous faisons toutes nôtre la question de Laura.

BIEN DIT

Il arrive à l'école publique ce qui est déjà arrivé à l'hôpital : seuls comptent la rationalité budgétaire et le culte de la rentabilité quitte à piétiner l'humain à grands coups de new management public.

TRIBUNE COLLECTIVE, regards.fr, 10 juin 2022.

À la Une

EN VOTANT POUR LES CANDIDAT·E·S NUPES

Battre Macron, préparer les luttes

On peut se féliciter de voir Macron en difficulté, mais malheureusement rien n'est réglé. L'extrême droite reste hélas à un niveau très élevé, avec près d'un quart des voix, et la droite et l'extrême droite totalisent environ deux tiers de l'électorat. Malgré la claque prise par Zemmour et ses partisans, le danger est toujours présent. Les déclarations de certains membres de la macronie qui appellent à « faire barrage contre l'extrême gauche » au second tour, dressant un parallèle entre NUPES et extrême droite, ne sont pas seulement scandaleuses : elles témoignent d'une banalisation sans précédent du danger fasciste.

Amplifier le vote populaire

Mais ce premier tour apporte de bonnes nouvelles, à commencer par l'élimination dès le premier tour de Blanquer, responsable d'attaques sans précédent contre l'éducation nationale. C'est aussi l'élection dès le premier tour de députés de la France insoumise (dont Danièle Obono, une députée particulièrement ciblée par l'extrême droite), et la possibilité de victoires au second tour pour des personnalités comme Rachel Keke, femme de chambre et animatrice d'une grève victorieuse, Danielle Simonnet, opposante LFI à Anne Hidalgo à Paris, ou Abdelkader Lahmar, du collectif de quartiers populaires « On s'en mêle » dans le Rhône.

Au second tour, il est possible d'infliger une défaite à Macron, en amplifiant le vote populaire qui s'est exprimé pour la NUPES, pour éliminer les candidat·e·s macronistes, de la vieille droite et de l'extrême droite. Si Macron n'obtient pas la majorité à l'Assemblée nationale, il lui sera plus difficile de faire passer ses attaques antisociales, comme la retraite à 65 ans ou le travail forcé pour les allocataires du RSA. Cela donnera confiance au monde du travail pour s'affronter à lui et se battre contre sa politique : pour des augmentations de salaires, la retraite à 60 ans à taux plein, le

refus des violences policières et des mesures racistes, pour les droits des femmes... Plus le score de la NUPES sera élevé, plus elle aura de député·e·s élus, et plus cette dynamique électorale pourra peser en faveur d'une mobilisation militante pour changer le rapport de forces en faveur de notre camp social.



refus des violences policières et des mesures racistes, pour les droits des femmes...

Plus le score de la NUPES sera élevé, plus elle aura de député·e·s élus, et plus cette dynamique électorale pourra peser en faveur d'une mobilisation militante pour changer le rapport de forces en faveur de notre camp social.

Pour une autre société libérée du capitalisme

Les élections ne sont qu'une étape, mais un moment qui peut jouer un rôle pour que la peur change de camp, et que nous reprenions l'offensive. Nous n'oublions pas que Macron a été mal élu, et que le triomphalisme qui a suivi la présidentielle dissimule mal la faible légitimité

du pouvoir et son absence de base sociale au-delà des « gagnants » de la mondialisation néolibérale. Nous voulons que Macron et ses amis capitalistes prennent peur, comme ils l'expriment avec leur campagne agressive, voire délirante contre la NUPES. Nous souhaitons que les classes populaires reprennent confiance en elles pour lutter, pour construire une force politique pour nous représenter nous-mêmes et nous organiser.

La crise du capitalisme produit de plus en plus de pauvreté, d'injustices, de discriminations, de guerres... Les politiques libérales et autoritaires nourrissent le danger mortel de l'extrême droite, et nous enfonçons chaque jour un peu plus dans la catastrophe écologique.

Il est plus que temps de rompre avec ce système, pour faire renaître l'espoir d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions : c'est ce que nous avons défendu lors de la campagne de Philippe Poutou, et c'est le message que nous continuons de porter, avec d'autres, à l'occasion de ces élections législatives. Pour parvenir à construire une telle rupture, nous avons besoin d'agir toutes et tous ensemble, en construisant des dynamiques unitaires permettant des victoires sociales et politiques, en défendant la perspective d'un autre monde, et en posant la question de la (re-)construction des nécessaires outils pour se regrouper et imposer nos intérêts, ceux de la grande majorité de la population.

CRIMES POLICIERS Justice et vérité pour Rayana et touTEs les autres

Samedi 11 juin, deux rassemblements s'étaient organisés à Paris une semaine après la mort de Rayana, tuée par la police lors d'un contrôle dans le 18^e arrondissement de Paris. Inquiétude, colère, exigence de vérité et de justice : les participant·e·s et les intervenant·e·s s'accordaient pour affirmer que les violences policières et l'impunité doivent cesser.

Depuis le début de l'année 2022, ce sont pas moins de quatre personnes qui ont été tuées par la police, dans leur véhicule, suite à un refus d'obtempérer, dont Rayana le 4 juin. On se souvient ainsi du cas de Jean-Paul, tué à Aulnay dans une camionnette le 26 mars, et de

Boubacar et Fadjioui, tués dans leur véhicule sur le Pont-Neuf, au soir du second tour de la présidentielle. On vient d'ailleurs d'apprendre, via Mediapart et Libération, que la version des policiers concernant les événements du Pont-Neuf était mise à mal par l'enquête, la notion de « légitime défense » étant peu

compatible avec des tirs mortels... dans le dos.

Permis de tuer

La mort de Rayana a jeté la lumière sur ces situations particulières, dans lesquelles les flics se sentent autorisés à tirer sur les occupant·e·s d'un véhicule au motif d'un refus

d'obtempérer. Des tirs facilités par une loi adoptée à la fin du quinquennat de François Hollande, en février 2017, qui autorise les policiers à faire usage de leur arme « lorsqu'ils ne peuvent immobiliser, autrement que par l'usage des armes, des véhicules, embarcations ou autres moyens de transport, dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt et dont les occupants sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui »¹.

En d'autres termes, la possibilité de tirer sur des véhicules considérés comme en fuite, même lorsque la vie des flics n'est pas en danger. Comme l'explique le sociologue Fabien Jobard, « cette loi est venue mettre de la confusion dans des textes très clairs. [...] Elle est venue

Un monde à changer

EN TANZANIE, DES MILLIERS DE MASSAÏ CHASSÉS DE LEURS TERRES. Au nord de la Tanzanie, des milliers de Massaï ont dû fuir leurs habitations suite à de violentes interventions de forces de sécurité. Objectif ? Chasser les autochtones pour créer une réserve de 1500 km² sur les terres ancestrales des Massaï. Elle sera réservée à la fois à la chasse aux trophées, à la « conservation » et aux safaris. Nous reprenons un extrait du communiqué de l'ONG Survival, daté du 13 juin 2022 :
Des milliers de Massaï ont fui leurs maisons et se sont enfuis dans la brousse suite à une brutale répression policière des manifestations menées contre les tentatives du gouvernement de les expulser. Ces expulsions ont pour but de faire place nette

pour les chasseurs de trophées et la conservation de la nature. Le 8 juin, des dizaines de véhicules de police et environ 700 agents sont arrivés à Loliondo, dans le nord de la Tanzanie, près du célèbre parc national du Serengeti, afin de délimiter une zone de 1500 km² de terres massaï pour en faire une réserve de chasse. Le 10 juin, ils ont tiré sur des Massaï qui protestaient contre les efforts déployés pour les expulser : au moins 18 hommes et 13 femmes ont été la cible de coups de feu, tandis que 13 autres ont été blessés à coups de machette. Le décès d'une personne a été confirmée. Des vidéos et des photos largement partagées sur les réseaux sociaux montrent une attaque meurtrière et sans distinction contre les manifestants.

La police fait maintenant du porte-à-porte dans les villages massaï, frappant et arrêtant les personnes qui, selon elle, auraient diffusé des images de ces violences ou participé aux manifestations. Un homme âgé de 90 ans a été battu par la police parce que son fils était accusé d'avoir filmé la fusillade. Dans un seul village, au moins 300 personnes, y compris des enfants, auraient fui dans la brousse. Une douzaine de personnes ont été arrêtées. La violence de ces derniers jours est le dernier épisode en date d'un effort de longue haleine des autorités tanzaniennes pour expulser les Massaï de leurs terres à Loliondo au profit des safaris touristiques et de la chasse aux trophées. L'entreprise Otterlo Business Company (OBC), basée aux Émirats arabes unis (EAU) – qui organise des excursions de chasse pour la famille royale de son pays et ses invités – devrait obtenir le contrôle de la chasse commerciale dans la région.

AUTOMOBILE Interdiction en 2035 des ventes de voitures thermiques

Avec le vote du Parlement européen le 8 juin dernier prévoyant l'interdiction de la vente de véhicules thermiques en 2035, même si les décisions sont encore susceptibles d'ajustement, un pas vient d'être franchi.

Les incertitudes encore en suspens tenaient au calendrier précis et à l'extension de l'interdiction aux techniques dites hybrides qui cumulent dans un même véhicule moteurs thermique et électrique.

Sauver la voiture individuelle

La nocivité des moteurs essence et diesel est reconnue, mais leur remplacement par des moteurs électriques ne règle pas la question des conséquences sur le changement climatique des transports tels qu'ils se développent à l'échelle de la planète. Rappelons que, sur toute leur durée de vie, de l'extraction des matières premières nécessaires à leur fabrication jusqu'aux ressources utilisées pour les faire rouler et enfin au traitement non résolu des déchets, l'avantage des voitures électriques comparées aux moteurs thermiques n'est pas décisif. Ce simple remplacement préserve la voiture individuelle, quelles qu'en soient les conséquences pour le climat et l'environnement. La moitié des voitures vendues cette année, dont la très grande majorité est à moteur thermique, sera en encore en circulation en 2035. C'est bien cela qui compte pour évaluer

en réel les émissions polluantes. Le vieillissement des voitures en circulation déjà à l'œuvre va encore s'accroître vu que, pour la majorité de la population, le prix des voitures électriques est dissuasif. Les subventions à l'achat n'arrosent en effet que les plus riches. Face à une transformation de cette ampleur, les firmes capitalistes n'aiment pas les incertitudes liées notamment au nombre des futurs acheteurs. Oubliées les prétendues vertus de la libre confrontation du marché entre offre et demande, une interdiction générale offre plus de

visibilité pour les grandes firmes de l'automobile. La plateforme automobile (PFA), qui regroupe en France constructeurs et équipementiers, le reconnaît : « Nous ne nous opposons pas à cette évolution, au contraire ». Mais Tavares, avec Stellantis, continue de protester.

150 000 emplois menacés en France

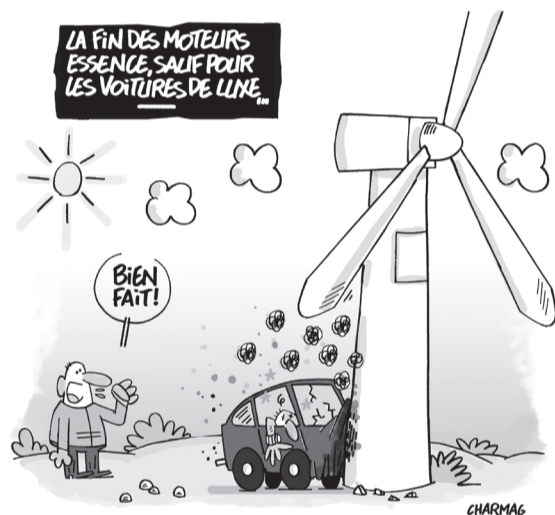
Les firmes automobiles, loin d'une conversion à l'écologie, saisissent ce moment comme un moyen de se créer de nouveaux débouchés, de casser-renouveler leurs outils de

production et de passer à l'offensive contre la force de travail. La plateforme automobile patronale évalue à 150 000 le nombre des emplois menacés en France dans l'ensemble de la filière, soit 20% des emplois. Renault voulant se diviser en deux entités, l'une dédiée à l'électrique et l'autre, basée en Espagne et en Roumanie, au moteur thermique, la firme souhaite casser ce qui reste des conventions collectives et accords d'entreprise gagnés par les luttes de générations de salariéEs.

Réduire le temps de travail, ce serait possible

À changement de grande ampleur, solutions revendications à la hauteur : exiger le maintien de tous les emplois, des formations reconversions sur place et le maintien de tous les droits acquis. La réduction du temps de travail pour toutes et tous s'impose d'autant plus que la fabrication d'un moteur électrique nécessite en effet moins de quantité de travail qu'un moteur thermique. Du point de vue des conséquences pour le climat, les changements en cours ont peu d'efficacité : c'est, comme on dit, du « greenwashing ». Mais pour la filière automobile, c'est plus que cosmétique car cela entraîne des suppressions massives d'emplois et des attaques en règle contre les droits acquis des salariéEs. Si l'interdiction des voitures thermiques reconnaît enfin leur nocivité, à laisser faire les firmes automobiles et gouvernements européens, rien de sérieux pour le climat mais du très concret dans les offensives contre les salariéEs.

Jean-Claude Vessillier



introduire une notion un peu compliquée. Désormais, le policier peut faire usage de son arme lorsqu'il y a refus d'obtempérer et qu'il peut imaginer raisonnablement que la personne est susceptible de porter atteinte à la vie des policiers ou à celle d'autrui. [...] Le policier peut éventuellement effectuer un calcul où il se dit que s'il y a eu un refus d'obtempérer ou un comportement dangereux du conducteur à son égard, alors la personne qui vient de passer le barrage, qui ne pose plus de danger immédiat pour lui, peut porter atteinte à l'intégrité physique d'autrui donc il tire.»²

Quatre fois plus de morts dans ces circonstances

Un permis de tuer supplémentaire pour une police qui n'en demandait pas tant. Selon Bastamag, ce sont au

moins 21 personnes qui ont été tuées dans ces circonstances depuis février 2017, soit quatre par an en moyenne. Entre 2002 et 2017, la moyenne était de... une par an : « En cinq ans, les forces de l'ordre ont donc abattu davantage de personnes ayant fui les uniformes en véhicules que sur les quinze années précédentes. »³ Même l'IGPN est obligé de reconnaître que le nombre de tirs a augmenté de façon spectaculaire. L'institution supposé surveiller la police explique toutefois que cette augmentation serait due à une augmentation du nombre... de refus d'obtempérer. On n'est jamais mieux servi que par soi-même. Cela a été dit et répété samedi 11 juin : le cas de Rayana ne doit pas tomber dans l'oubli, et il doit servir d'exemple pour exiger la fin de l'impunité policière et la fin d'un

système dans lequel les flics bénéficient de véritables permis de tuer. L'article L435-1 du Code de sécurité intérieure doit être immédiatement abrogé, et toutes les unités de police au contact de la population doivent être immédiatement désarmées. Plus globalement, face au cours autoritaire qui se poursuit et qui, on le sait, nourrit toujours un peu plus l'extrême droite et les secteurs les plus fascisants de la police, il ne faut rien lâcher, et se mobiliser pour ne plus avoir à faire ce triste constat : la police tue.

J.S.

1 – Article L435-1 du Code de sécurité intérieure (28 février 2017).

2 – Interview sur France Info le 7 juin 2022.

3 – Ludovic Simbille et Pierre Jequier-Zalc, « Refus d'obtempérer : quatre fois plus de personnes tuées par des policiers depuis cinq ans », *Basta!*, 9 juin 2022.

LA POLICE TUE



Le chiffre

57

C'est le nombre de magistrats qui ont été révoqués par le président tunisien Kaïs Saïed le 1^{er} juin dernier. Les magistrats tunisiens ont entamé une grève le 6 juin pour protester contre ces révocations, énième acte autoritaire de Saïed qui entend concentrer l'ensemble des pouvoirs entre ses mains.



Agenda

Samedi 18 juin, manifestation pour la libération de Georges Abdallah, Paris. À 15h, place des Fêtes.

Lundi 20 juin, soirée de solidarité « Blocus de Gaza : 15 ans de déni du droit international », Paris. De 19h à 22h à la nouvelle Bourse du travail, 29, boulevard du Temple.

Vendredi 24 juin, réunion-débat du NPA avec Philippe Poutou, Paris. À 19h à la Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, Paris 20^e.

Samedi 25 juin, Fête anticapitaliste du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. De 15h à 23h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, M^o H. Fréville. Débats-repas-concert, meeting à 19h.

Du 23 au 30 juillet, 37^e rencontres internationales des jeunes, Moulins.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartianticapitaliste.org

NO COMMENT

Je suis devenu l'ennemi public numéro 1.

JEAN-MICHEL BLANQUER, BFM-TV, 13 juin 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SUISSE Des sanctions contre les oligarques russes ?

Avec une discrétion frôlant l'opacité, la Suisse dit mettre en œuvre les sanctions concernant les oligarques russes et leurs biens dans ce pays. Tout en se demandant si c'est la Confédération ou les cantons qui doivent agir en la matière... Plus poussif, tu meurs. Heureusement, ici et là, des informations concrètes surgissent.

Ancienne du *Monde* et de *Mediapart*, Agathe Duparc a rejoint les rangs de Public Eye, ce qui a permis à cette ONG de renforcer ses enquêtes sur les oligarques russes en Suisse. Récemment, cet organisme a publié une galerie d'une trentaine de ces personnages ayant des liens avec la Suisse. Au passage, on y apprend l'ampleur de l'effort helvétique : alors que l'Association suisse des banquiers estime entre 150 et 200 milliards les avoirs russes déposés dans les banques du pays, la Confédération annonce triomphalement avoir gelé 7,5 milliards d'actifs russes, dont quelques propriétés de luxe.



DR

« La Suisse offre les meilleurs "facilitateurs" de la corruption »

Aux dernières nouvelles, sur cette somme, 3,4 milliards de francs de fonds russes ont été « dégelés », ne correspondant pas aux critères des sanctions. Quelle remarquable efficacité ! Sans moyens supplémentaires et sans organisation spécifique, sans volonté politique non plus, les résultats resteront de ce niveau-là. Car, comme le fait remarquer l'ONG : « Dotés de moyens colossaux, les oligarques sont passés maîtres dans l'art de dissimuler leur fortune, qu'il s'agisse de limiter les dégâts lors d'un divorce couteux ou d'échapper à la justice et aux sanctions. Ils peuvent compter sur l'aide précieuse des avocats, des fiduciaires et des banques, qui mettent à disposition des trusts ou des montages de sociétés offshore bien plus complexes que des poupées russes. La Suisse offre les meilleurs "facilitateurs" de la corruption, alliant compétence et discrétion. »

Zig zag Zoug

Sans surprise pour qui connaît un peu les spécificités locales helvétiques, le canton de Zoug figure au premier rang des terres d'accueil des oligarques. Dans un document consultable en ligne, mais malheureusement peu utile car complètement anonymisé, *Tamedia* et *24 Heures* avaient déjà montré cette prééminence, renforcée par la décision du canton voisin de Zurich de supprimer les forfaits fiscaux. En Suisse romande, Genève – ses sociétés de négoce, ses banques, privées ou non, ses fiduciaires et ses avocats – suit le canton de la tourte au kirsch.

Allez faire un tour sur cette galerie des oligarques. Vous y rencontrerez des personnages connus (Roman Abramovitch, Viktor Vekselberg), mais aussi une cousine de Vladimir Poutine (Anna Tsvileva, née Poutina) ou encore le patriarche Cyrille I, qui ne se contente pas de prêches nationalistes et réactionnaires enflammés, mais possède une immense fortune et un goût certain pour les montres de luxe. Tout cela au nom de l'antifascisme, bien sûr, et de la lutte contre le nazisme en Ukraine.

Daniel Süri

USA Une commission de la Chambre des représentants affirme que Trump était au centre de la tentative de coup d'État

Pour la première fois, une instance officielle étatsunienne a accusé l'ancien président Donald Trump d'avoir été le responsable d'une tentative de coup d'État.

Le président du comité restreint de la Chambre des représentants chargé d'enquêter sur l'attaque du 6 janvier 2021 contre le Capitole américain à Washington, le démocrate Bennie Thompson, a déclaré que « Donald Trump était au centre de cette conspiration. » Il a ajouté : « Deux siècles et demi de démocratie constitutionnelle sont en danger. »

Conspiration séditeuse

Les révélations de l'audition par la commission représentent un jalon dans l'histoire étatsunienne. Seul le scandale du Watergate de l'ancien président Richard Nixon, impliquant l'intrusion de ses agents au siège du Parti démocrate et d'autres coups bas pour remporter l'élection présidentielle de 1974, s'en approche. Et lorsqu'il a été menacé de destitution, Nixon a démissionné. Nous avons maintenant un président accusé de conspiration séditeuse et d'organisation d'un coup d'État, la première tentative d'interruption du transfert pacifique du pouvoir depuis 246 ans. Alors que les médias avaient déjà avancé cette thèse et que de nombreuses personnes à gauche pensaient que Trump était responsable de l'insurrection du 6 janvier, aucun organe gouvernemental ne l'avait dit auparavant. L'audition de la Chambre, la première des cinq qui seront diffusées, met une pression énorme sur le procureur général Merrick Garland et le ministère de la Justice pour qu'ils inculpent



WIKIMEDIA COMMONS

Trump, qui dirige toujours le Parti républicain et s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle de 2024. Garland a déclaré : « Nous suivrons les faits où qu'ils mènent », mais il semble hésiter à inculper Trump. La retransmission télévisée de deux heures diffusée par toutes les grandes chaînes, à l'exception de Fox News (droite) et regardée par vingt millions de personnes, comprenait des vidéos de l'attaque violente du Capitole et des témoignages enregistrés et en direct, montrant clairement que les événements du 6 janvier n'étaient pas une manifestation de protestation pacifique qui aurait dégénéré, mais une attaque planifiée. Fox News, qui soutient l'ancien président Trump, a diffusé sans interruption publicitaire pendant une heure le

commentaire de droite Tucker Carlson, qui a qualifié les audiences de la Chambre de « mensonges ».

Que peut-il se passer maintenant ?

Le Parti républicain s'est opposé à la tenue des auditions et seuls deux représentants républicains du Congrès, Liz Cheney et Adam Kinzinger, ont participé à la commission. Les Républicains ont ensuite voté l'exclusion de Cheney de la direction du parti. Tant Cheney que Kinzinger sont considérés par Trump et ses partisans comme des traîtres.

Que peut-il se passer maintenant ? Le problème politique est que plus de 40 % des Américains ont été convaincus par le « gros mensonge » de Trump, à savoir qu'il a gagné

les élections, même si tous les tribunaux se sont prononcés contre les contestations électorales que l'ancien président a soulevées. Il est peu probable que ces personnes changent d'avis après les auditions. Donc, une question se pose : que se passera-t-il si le ministère de la Justice inculpe Trump et qu'il passe en jugement ? Certains libéraux craignent que la mise en accusation de l'ancien président soit, dans le climat actuel, inévitablement perçue comme une persécution partisane de Trump. Si Trump est jugé, affirment-ils, cela pourrait à la fois diviser davantage le pays et inciter ses partisans à des actions plus violentes. D'un autre côté, de nombreux progressistes estiment que Trump devrait être mis en examen. Certains démocrates craignent que si le ministère de la Justice n'inculpe pas Trump, Biden continuera à être perçu comme faible et inefficace, ainsi qu'irresponsable. L'extrême gauche est trop petite pour avoir un quelconque impact sur ces débats, et n'a pas dit grand-chose à leur sujet.

Il ne semble pas que ces auditions auront beaucoup d'impact sur les élections de mi-mandat de novembre 2022 à la Chambre des représentants et au Sénat que les Républicains devraient remporter, ce qui leur donnerait le contrôle des deux chambres du Congrès et le pouvoir de mettre fin à l'enquête de la Chambre des représentants dès le 6 janvier. Trump, qui dirige toujours le Parti républicain et se présentera à la présidence en 2024, pourrait l'emporter. Tout cela rend la décision du procureur général critique mais, en fait, même une inculpation et une condamnation n'empêcheraient sans doute pas Trump de se présenter à la présidence. Pour lui barrer la route, il faudrait qu'il y ait un changement dans l'esprit de la population.

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

CLIMAT Un Sommet de la Terre très révélateur

Aucun engagement contraignant n'a été obtenu lors du Sommet de la Terre¹ qui s'est conclu à Stockholm le 3 juin dernier.

Pourtant, lors de la dernière journée de cet événement, l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) a publié des données qui montraient que le niveau de dioxyde de carbone dans l'air est actuellement 50 % plus élevé qu'avant l'ère industrielle. En fait, le niveau de CO₂ est le plus élevé sur Terre depuis 4 millions d'années. De plus, ce Sommet se tenait après des températures caniculaires exceptionnellement précoces et puissantes en Inde et au Pakistan. Un peu partout sur la planète en début d'année une ribambelle de records de température ont aussi été fracassés.

Aveuglement volontaire et excuses

Les participantEs à ce Sommet ont dénoncé la possible instrumentalisation de la guerre en Ukraine pour légitimer une hausse de la production du pétrole et du gaz. Alors que la fermeture des robinets de ces énergies fossiles par la Russie aurait pu être un événement des plus salutaires pour la planète en forçant les Européens à diversifier à toute vitesse leur consommation énergétique et à verdir leurs systèmes de production, c'est le contraire qui se produit. Autant les États-Unis que le Canada et l'OPEP ont plutôt décidé d'aller à l'encontre



des demandes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) et d'augmenter leur production pour « aider » les Européens.

Les deux jours du Sommet de la terre ont donc montré à quel point il est urgent d'agir pour s'attaquer aux changements climatiques, à la perte de la biodiversité et à la pollution. Ces dangers ont été identifiés comme étant actuellement les trois des plus grandes menaces pour l'humanité. Une dizaine de recommandations ont été faites. Elles se résument à mettre le bien-être des humains au centre d'une vision demandant une planète en santé permettant la prospérité de tous, une nécessité pour la paix mondiale. Est demandé l'alignement du financement public et privé avec des objectifs de protection de l'environnement. Il faut redéfinir ce qu'est une « bonne »

croissance des sociétés. Celle-ci devrait inclure l'économie circulaire. Les jeunes, puisqu'ils sont ceux qui subiront les conséquences des changements climatiques, devraient aussi prendre part aux grandes décisions concernant l'environnement.

La situation s'aggrave

Alors que de nombreux dirigeants de la planète et de grandes entreprises se ferment les yeux, la science a déjà identifié les régions du monde qui sont particulièrement vulnérables à des événements climatiques extrêmes. La côte Est des États-Unis et la mer des Caraïbes subissent déjà des ouragans plus intenses avec des vents plus puissants et de plus importantes précipitations. Ils se déplacent plus lentement et causent plus d'inondations et de glissements de terrain. En Europe, l'Espagne est exposée à une hausse moyenne de température de 2,4 °C d'ici 2050. Avec plus des deux tiers de ses bassins hydrographiques en situation de stress hydrique, ce pays risque d'être à moitié désertique d'ici 2090. La Grèce est le pays européen le plus exposé au risque d'incendie, ce qui a été démontré sur le terrain autant en 2021 que cette année. En Afrique du Nord et dans tout le Moyen-Orient, les épisodes de

chaleur humide, dangereuse pour la survie humaine, devraient passer d'une quinzaine de jours par année, leur niveau actuel, à 80 jours vers la moitié du siècle et à plus de 100 jours avant sa fin. Le Moyen-Orient pourrait donc devenir une région inhabitable avant 2100. Le nouveau record mondial de chaleur de 80,8 °C en Iran dans le désert de Lut en 2021 est un bon exemple de cette situation.

Si l'ONU a réussi à démontrer la qualité de la science de son GIEC, l'organisme n'arrive cependant que difficilement à transformer ce savoir en action concrète pour diminuer les risques que les énergies fossiles imposent aux générations futures. Le rapport du Giec publié le 4 avril montre que sans renforcement des politiques actuelles, le réchauffement moyen planétaire pourrait être de 3,2 °C d'ici 2100. C'est deux fois plus élevé que l'objectif de l'accord de Paris. L'humanité disposerait tout au plus de trois années pour inverser la courbe des émissions de gaz à effet de serre, principaux responsables du changement climatique.

Michel Gourd

¹ – Un sommet de la Terre est un terme générique servant à désigner les rencontres décennales entre dirigeants mondiaux, organisées depuis 1972 par l'ONU, ayant pour but de définir les moyens de stimuler le développement durable au niveau mondial.
Publié sur pressegauche.org

IRAN Répression brutale face à la montée et à la convergence des luttes sociales

Bien qu'implicitement autorisées par la Constitution, les grèves et manifestations de salariéEs sont formellement interdites en Iran depuis la guerre Iran-Irak (1980-1988). Néanmoins, entre le 1^{er} mai 2021 et le 1^{er} mai 2022, ont eu lieu 4122 grèves et actions de protestation d'ouvrierEs, d'enseignantEs, de personnels de mairies, de retraitéEs, de personnels du secteur hospitalier, d'agriculteurEs, de jeunes au chômage, etc.

Il s'agissait parfois d'actions nationales organisées simultanément dans des dizaines, voire des centaines de villes dans le cas des luttes d'enseignantEs. Du jamais vu dans les 43 années de l'histoire de ce régime. Cela veut dire que des dizaines de milliers de militantEs ont été impliqués dans l'organisation de ces luttes.

Grève historique dans le secteur du pétrole

Par le passé, les luttes étaient concentrées sur le paiement des salaires en retard, ou le blocage de la fermeture d'unités de travail. Mais l'année dernière les revendications portaient sur l'augmentation des salaires, le respect des règles de déroulement de carrière prévues dans les statuts, l'indexation des salaires et pensions de retraite sur l'inflation, l'augmentation parallèle des pensions et des salaires, et bien entendu, le droit de faire grève et de former des organisations indépendantes.

Parmi ces grèves, figure la plus grande grève de l'histoire de la République islamique : plus de 100 000 salariéEs du secteur du pétrole et de la pétrochimie ont fait grève dans plus de 12 départements du sud et du centre d'Iran. La grève a duré deux mois et n'a pris fin qu'avec la satisfaction de la plupart des revendications.

L'augmentation de l'ordre de 115% des mobilisations enseignantes, par rapport à l'année précédente,



Mobilisation pour la libération de manifestants récemment arrêtés. DR

est le phénomène marquant de cette période. Les retraitéEs ont également organisé régulièrement des manifestations nationales. La crise de l'eau et la sécheresse menacent l'agriculture, et même l'approvisionnement en eau potable. Elles se conjuguent avec l'augmentation soudaine des prix des denrées de première nécessité, suite à la décision très néolibérale du gouvernement d'appliquer « la vérité des prix » des produits de base. Plusieurs manifestations ont éclaté dans des dizaines de villes avec des slogans ouvertement politiques et subversifs allant jusqu'à « Mort à l'ayatollah Khamenei ! », le personnage le plus puissant de l'État. Il y a eu des morts et des dizaines de blesséEs. Les luttes en cours touchent des complexes industriels, comme l'aciérie Hepco et la sucrerie d'Haft-Tapeh, l'enseignement, ainsi que des retraitéEs.

Grèves de la faim

Le pouvoir craint la solidarité croissante entre secteurs d'activité, ainsi que leur début de convergence qui démontre qu'un certain seuil d'organisation et de conscience collective vient d'être franchi.

Les autorités ont mis en place un système de répression et de surveillance très sophistiqué reposant sur des forces sécuritaires se faisant concurrence, et centré sur des arrestations sporadiques d'organisateurEs connus des mobilisations.

Malgré cela, les autorités iraniennes ont constaté que le nombre de protestations et manifestations n'avaient cessé de croître.

Les arrestations et/ou avertissements adressés à des militantEs connus n'ayant eu aucun effet, les autorités ont décidé de frapper un grand coup et passer à l'acte brutalement.

Profitant d'un voyage touristique de deux syndicalistes français, Cécile Kohler et Jacques Paris, et de leur rencontre avec des figures connues du syndicalisme iranien, les autorités ont arrêté plus de dix syndicalistes iraniens sous l'accusation de « propagande et complot contre le régime islamique, en connivence avec une puissance étrangère ». Les deux ressortissantEs français ont été également arrêtés et accusés d'espionnage.

Certaines des personnes arrêtées ont entamé des grèves de la faim, aussitôt rejointes par d'autres, déjà emprisonnées, qui ont débuté des « grèves de la faim en solidarité ». À ce jour, le nombre total de grévistes de la faim est de 61 personnes, phénomène inédit dans les géolés iraniennes.

Des communiquéEs de protestation en soutien aux activistes emprisonnés affluent du monde entier. Le « Collectif des syndicats français pour la défense des travailleurs iraniens », avec le soutien de deux structures syndicales genevoises et de composantes de la diaspora iranienne, ont organisé un rassemblement le 10 juin à Genève, devant le siège de l'OIT. La crise économique, sociale, politique, écologique et même morale (avec son lot de révélations du vol d'argent public par les responsables d'État) a atteint un niveau critique, pouvant déboucher sur une confrontation ouverte entre la population et le régime en place.

Behrooz Farahany

ISRAËL/PALESTINE Une loi interdisant le drapeau palestinien adoptée en première lecture à la Knesset

Le mercredi 1^{er} juin, la Knesset israélienne a adopté en première lecture un projet de loi présenté par Eli Cohen, député du Likoud, visant à interdire l'affichage de « drapeaux ennemis » dans les institutions financées par l'État israélien. Le seul drapeau explicitement mentionné est celui de la Palestine.

Après la première lecture préliminaire, la Knesset a adopté le projet de loi avec 63 voix pour et seulement 16 contre. Le prétexte est le lever d'un drapeau palestinien sur l'université Ben Gourion en mai de cette année. Le projet de loi était principalement soutenu par le Premier ministre Naftali Bennet, ainsi que par des membres des partis israéliens Yamina et New-Hope.

Lors du vote à la Knesset, Cohen a indiqué aux opposantEs au projet de loi dans la coalition à majorité arabe Joint List, dont le député palestinien Sami Abu Shehadeh, que « ceux qui se considèrent comme des Palestiniens sont invités à aller à Gaza ou en Jordanie. Je vous promets un financement pour le transport ». Avant le vote, Cohen a exprimé des sentiments anti-palestiniens similaires, en déclarant : « Toute personne [...] qui se considère comme palestinienne recevra toute l'aide dont elle a besoin de notre part pour un aller simple à Gaza. »

L'importance du drapeau palestinien

Bien que le projet de loi doive passer par trois votes supplémentaires à la Knesset avant d'avoir force de loi, le soutien massif dont il bénéficie a suscité des inquiétudes parmi les Palestiniens vivant en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, quant à ce que cela pourrait signifier pour leur vie et leur identité en tant que Palestiniens.

Après la Naksa (terme arabe signifiant « revers ») de 1967, au cours de laquelle Israël s'est emparé par la force militaire du Sinaï, du plateau du Golan, de Gaza et de la Cisjordanie, la politique officielle israélienne a interdit les couleurs nationales du drapeau palestinien (rouge, blanc, vert, noir). Dans les années 1980, les législateurs israéliens ont interdit les œuvres d'art considérées comme ayant une « signification politique ».

L'armée et la police israéliennes sont allées jusqu'à menacer les artistes palestiniens qui utilisaient les couleurs du drapeau dans leurs œuvres d'art. Même les coquelicots et les pastèques étaient considérés comme une incitation et une violation de la loi israélienne. Si la loi a été abrogée après la signature des accords d'Oslo en 1993-1994, la confiscation et la criminalisation du drapeau palestinien et de ses couleurs sont restées des pratiques courantes.

Ce que cela signifie pour les Palestiniens

Pour les Palestiniens, le projet de loi n'est pas seulement une attaque contre leur drapeau, mais il est le symbole d'une attaque continue et systématique contre les symboles qui expriment l'identité palestinienne. Les conséquences potentielles du projet de loi sont particulièrement réelles pour les Palestiniens de Jérusalem et ceux qui ont la citoyenneté israélienne, dont l'identité palestinienne est considérée comme une menace démographique en Israël.

Le projet de loi est considéré comme une nouvelle tentative d'effacer l'existence palestinienne dans la région. L'interdiction du drapeau dans les institutions financées par l'État ne concerne pas seulement les universités, mais s'étend également aux institutions culturelles, entre autres.

L'attaque contre le drapeau palestinien pourrait également signaler une nouvelle répression des symboles palestiniens dans la sphère numérique. Lors de l'attaque à grande échelle contre les Palestiniens en mai 2021, les Palestiniens sur les médias sociaux ont été témoins de la censure et de la suppression de témoignages et de documents palestiniens.

Mariam Barghouti, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net

SOUDAN L'émergence d'une alternative

Le 25 octobre 2021 les généraux al-Burhan et Hemidti, par leur coup d'État, mettaient fin au gouvernement de transition issu de la révolution de 2019. Depuis, la mobilisation se maintient en dépit de la répression. Les comités de résistance, ossature de la lutte, se sont dotés d'une charte mentionnant la nécessité d'un pouvoir populaire partant de la base.

Un coup d'État désastreux

Pour contrer son isolement, la junte tente de s'appuyer sur les extrémistes musulmans de l'ancien régime dictatorial d'Omar al-Bechir. En 1989, celui-ci s'était emparé du pouvoir avec la complicité des intégristes conduits par al-Turabi. Ce dernier avait imposé un régime islamique particulièrement contraignant et avait été le chantre de la guerre contre les populations du Sud-Soudan en invoquant le djihad. Dix ans plus tard, al-Bechir se débarrassait d'al-Turabi mais gardait les intégristes, bien implantés dans l'appareil d'État et soutiens sans faille de la dictature. Ils ont été limogés lors de la révolution, mais al-Burhan vient de les réintégrer. La situation économique est catastrophique, les prix des matières premières et de l'énergie ne cessent d'augmenter et les prêts occidentaux sont gelés. Seule solution pour la dictature, tenter de trouver d'autres bailleurs.

Le jour même de l'intervention russe en Ukraine, Hemidti se rendait à Moscou pour chercher un soutien diplomatique mais aussi financier. Au vu des déboires de Poutine, il n'est pas sûr que les généraux

soudanais puissent compter sur l'aide financière de la Russie. Autre solution, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis intéressés par le maintien de la dictature. En effet, c'est par milliers que des combattants soudanais ont été envoyés par Hemidti au Yémen se battre contre les Houthis soutenus par l'Iran. Le désastre diplomatique et économique est aussi politique pour la junte, laquelle tente en vain de mater les mobilisations populaires qui ne faiblissent pas. Les manifestations se succèdent avec comme seul mot d'ordre le départ de la junte.

Alternative politique

Cette exigence du départ de la junte ne correspond pas du tout à l'agenda des différentes médiations impulsées par les occidentaux via l'ONU ou l'Union africaine. Leur solution serait de revenir à la situation antérieure avec un partage du pouvoir entre militaires et civils. Cette proposition est inenvisageable pour ceux qui conduisent la lutte, en premier lieu les comités de résistance qui, à travers les quartiers des grandes villes du pays, structurent le mouvement. Ils jouent un rôle de premier plan dans les mobilisations,

désormais ils sont présents dans le débat politique.

Dans ces colonnes¹, nous avons parlé de la charte de pouvoir populaire qui est soumise à la discussion. Les comités de résistance du grand Khartoum l'ont présentée lors d'une conférence de presse à la mi-mai. Y figurent des revendications démocratiques comme l'égalité des droits quels que soient le genre, la race ou la religion, la rupture totale avec le régime militaire intégrant un volet judiciaire pour les responsables du coup d'État. Au niveau sécuritaire, la charte se prononce pour une refonte des institutions militaires, le retrait des troupes du Yémen. Est prévu un plan de relance économique contre la pauvreté, la lutte contre la corruption et l'arrêt de l'implication de l'armée dans les activités économiques. Enfin, et c'est peut-être une avancée majeure, la charte considère que la source du pouvoir doit être la base. La solution politique proposée par les comités de résistance est : « La formation d'un conseil législatif constitué des forces vives de la révolution, qui fonctionne de manière fédérale : conseils de quartier, fédérés au niveau des villes, fédérés au niveau régional et enfin

national. Ce conseil législatif organisé du bas vers le haut, de manière fédérale, doit devenir l'organe politique principal du pays. L'objectif est de transférer le maximum de pouvoir du centre vers les régions, et vers le niveau local. »

Cette volonté d'organiser le contrôle populaire est le fruit de l'expérience récente. Celle des négociations après la révolution où les comités de résistance ont été écartés au profit de la classe politique. Fruit aussi de l'histoire plus lointaine où les mouvements populaires ont porté, contre les régimes militaires, les deux principaux partis soudanais issus des confréries religieuses. À chaque fois ces partis ont mené le pays à la faillite.

Une telle charte nous conforte à redoubler d'efforts pour mener les actions de solidarité concrètes comme le jumelage syndical, à l'image de nos amis anglais. En effet, le syndicat des enseignantEs, le National Education Union, a créé des liens avec les membres du Sudanese Teachers' Committee, et les a soutenus pendant leur grève sur les questions salariales.

Paul Martial

1 - L'Anticapitaliste n°612 (21 avril 2022).

2^e CIRCONSCRIPTION DU RHÔNE: «DANS LA RUE ON A EU QUAND MÊME D'EXCELLENTS RETOURS AVEC BEAUCOUP DE SOUTIEN»

Déclaration du candidat **Raphaël Arnault**, qui a réalisé le score de 6,81% avec sa suppléante **Mathilde Millat**.

À la base nous partions de presque rien, dans le sens où aucune grosse organisation électorale n'est venu nous chercher par la main, au contraire même, on était plutôt invité à rester bien sages. En seulement trois semaines nous avons réussi à construire un véritable bloc de gauche, par la base, sans attendre l'avis des parisiens ou d'obtenir d'étiquette. Un vrai bloc militant avec des Insoumis, des communistes du PCF, des écologistes (des vrais, pas des libéraux), des antifascistes et des anticapitalistes, le tout soutenu par le NPA.

Une vraie candidature de gauche

L'enjeu était donc clair pour nous toutes et tous : si la dynamique unitaire et combative de la NUPES était une bonne chose, face à Macron ou l'extrême droite, le candidat investi sur notre circonscription est une sacrée farce. Il s'agit d'Hubert Julien-Laferrrière, un ex du PS (de la majorité Collomb, bon la droite qui se prétend de gauche) qui a fini député en 2017, ici même, face à la gauche, sous l'étiquette LREM. Durant son mandat il va voter, entre autres : le CETA, la baisse des APL, la suppression de l'ISF, la loi asile-immigration, la casse de la SNCF... bref un vrai bon macroniste. Il a réussi à obtenir l'investiture NUPES grâce à de sombres accords électoraux, qui nous dépassent complètement nous qui sommes du terrain, en se présentant aujourd'hui comme «écologiste». Pour les libéraux ça devient à la mode pour garder de bons scores électoraux dans les circonscriptions à gauche. Il fallait donc corriger cette candidature NUPES afin d'avoir une vraie candidature de gauche qui permettent d'appliquer le programme de rupture annoncé et plus encore vu l'urgence climatique, sociale et antifasciste de la période.

Dès le début de cette aventure nous avons mis en place de beaux outils, pleins de sens politique. Il ne s'agissait pas seulement d'une candidature individuelle mais d'un collectif qui vient de la base avec un contrôle démocratique. Je sais que ça devrait être la norme à gauche, mais apparemment ça a disparu depuis belle lurette chez énormément de ces politiques professionnels. Nous nous sommes donc réunis en assemblée générale (nous avons aussi un comité directionnel, qui a été voté en AG, pour gagner en efficacité vu le temps court) pour discuter du programme que l'on souhaitait défendre, des choix tactiques, du calendrier... et nous allons encore nous réunir très rapidement pour discuter de la suite, notamment de notre choix pour le second tour.

Comprendre notre score

Nous étions donc les plus nombreux et nombreuses, certainement les plus déterminés, mais cela n'a pas suffi puisqu'on s'est fait largement devancer dans les urnes. Il y a plusieurs explications à cela :

- Tout d'abord, si la circonscription est majoritairement de gauche ce n'est pas non plus une zone ultra facile pour nos idées. La Croix-Rousse s'est embourgeoisée et cela se ressent sur les votes avec de plus en plus de vote à droite (majoritairement Macron, mais aussi du LR, et même aujourd'hui des scores d'extrême droite). Et il y a surtout une partie de la circonscription qui se trouve dans le 2^e arrondissement avec de gros quartiers bourgeois et réactionnaire comme Ainay.
- La multiplication des candidatures de gauche (au moins six) face à Laferrrière, candidat officiel NUPES, a semé la confusion pour beaucoup de personnes. Beaucoup ont donc fait le choix de l'assurance avec un vote utile

NUPES, peu importe la nature politique du candidat.

- Un niveau d'abstention élevé et comme d'habitude peu de jeunes qui votent, particulièrement dans les quartiers populaires. Et comme d'habitude cette situation profite le plus aux candidats les plus dociles avec le système économique et social dans lequel nous sommes.

- Nous avons aussi fait face à un véritable bloc de la politique professionnelle puisque quasiment aucun élu, sauf une (Aline Guitard du PCF), n'a pris position publiquement sur notre candidature. Quand bien même nous savions que de nombreux élus étaient contre l'investiture de Laferrrière et étaient plus proches de nos idées. Mais bon quand il s'agit de défendre les siens...

- Si nous étions nombreux et nombreuses, nous aurions dû être encore beaucoup plus pour espérer l'emporter. Beaucoup étaient aussi très fatigués par la séquence présidentielle et ce que nous allons subir les cinq prochaines années.

Cette petite liste n'est pas faite dans le but de «trouver des excuses» mais bien de chercher des explications rationnelles à notre défaite relative dans les urnes, parce que dans la rue on a eu quand même d'excellents retours avec beaucoup de soutien. Mais si beaucoup ont été réceptifs à nos idées et par la nature du projet, on a pu constater que les gens sur le terrain, les élections législatives, la majorité s'en tape. C'est une réalité aujourd'hui, et nous n'apprenons rien à personne en disant cela : la majorité d'entre nous sont vraiment déconnectés de la politique organisée et/ou «institutionnelle». Nous devons donc prendre en compte cela et nous pensons qu'une partie de la solution résidera dans notre capacité à mettre en avant aussi ce type de candidature et de luttes, qui viennent du bas et pas l'inverse qu'on subit depuis des années.

Raphaël Arnault



DAMIEN VERGNE

RETOUR SUR LE DES ÉLECTIONS

Difficile, entre les deux tours, de tirer des leçons définitives du dossier, d'en dégager les principales tendances, et notamment les candidatures autonomes soutenues par le NPA, dans la 2^e circonscription.

UN POUVOIR FRAGILISÉ À GAUCHE, UNE EXTRÊME DROITE EN MONTÉE

Les résultats du 1^{er} tour des élections législatives ont confirmé les grandes tendances observées lors de la présidentielle, avec un phénomène de polarisation entre trois blocs : un bloc de gauche autour de la NUPES, un bloc libéral-autoritaire autour de Macron et de ses soutiens, un bloc d'extrême droite. Rien ne semble joué pour le second tour, toute la question étant de savoir si Macron va réussir, ou non, à obtenir une majorité absolue à l'Assemblée, et combien de députés représentant une gauche de rupture avec le social-libéralisme et, donc, une future opposition à Macron, vont être élus.

Le premier tour confirme que la légitimité du président Macron reste faible. Au-delà de certaines défaites particulièrement symboliques et réjouissantes – on pense ici aux éliminations de Jean-Michel Blanquer et Manuel Valls, on constate tout d'abord qu'il n'y a pas eu, contrairement à ce qui s'était passé en 2017, de dynamique pour les candidats de la Macronie. Alors qu'il y a cinq ans les candidats En Marche avaient obtenu un résultat moyen supérieur de huit points à celui de Macron au premier tour de la présidentielle, leur score est cette année inférieur de deux points (25,7%) à celui du premier tour d'avril dernier (27,8%). Alors que 518 candidats macroniens s'étaient qualifiés pour le second tour en 2017, 420 y sont parvenus cette année, soit à peine plus que les candidats NUPES (390). Est-ce à dire qu'il s'agit d'une défaite pour Macron ? Le second tour nous renseignera davantage sur cette question, mais l'on peut d'ores et déjà affirmer que le pari macronien de remporter une majorité absolue de députés loyaux, voire aux ordres, est

perdu. Lorsque l'on sait à quel point cet objectif était essentiel dans le dispositif de gouvernance autoritaire de Macron, il s'agit plutôt d'une bonne nouvelle, qui pourrait annoncer un quinquennat beaucoup plus tumultueux que le précédent d'un point de vue institutionnel. La V^e République est bien évidemment un régime qui permet de compenser ce type de phénomène, et l'on ne doute pas que Macron et les siens en joueront à fond, mais le moins que l'on puisse dire est que ce premier tour est loin d'être une victoire pour le pouvoir.

Haro contre la NUPES

Il suffit d'ailleurs de voir la fébrilité qui s'est exprimée, du côté de la Macronie, depuis le soir du premier tour, avec par exemple les déclarations contradictoires concernant le second tour : la candidate macronienne dans la circonscription de Marine Le Pen a ainsi appelé, dans le cadre d'un second tour RN/NUPES, à voter blanc, d'autres représentants de la Macronie appellent à faire barrage face à l'extrême droite, et Élisabeth Borne a repris la

formule « Pas une voix ne doit aller au RN ». Autre symptôme, tout aussi significatif, avec la campagne de dénigrement contre Jean-Luc Mélenchon et la NUPES, qui s'amplifie cette semaine. Une NUPES qui a qualifié 390 candidats au second tour (contre 146 pour l'ensemble de la gauche en 2017), plus les quatre qui ont été élus dès le premier, et qui a réalisé nationalement un meilleur score que la majorité présidentielle... n'en déplaît à Darmanin and co et à leurs petites manipulations minables sur les chiffres, largement «débunkées» dès le lendemain du premier tour. Ces manipulations en disent long, venues d'un pouvoir qui refuse absolument de reconnaître qu'il n'est pas arrivé en tête lors du scrutin, et qui n'a pas hésité à «oublier» de compter les voix de certains candidats pourtant labellisés NUPES, comme il avait tenté d'empêcher que cette nuance politique «unitaire» soit comptabilisée en tant que telle. La grossièreté de la manœuvre est à l'image de la vulgarité des attaques contre la NUPES, que les Macronistes qualifient désormais de coalition «d'extrême gauche»,

PREMIER TOUR LÉGISLATIVES

... des du scrutin législatif. Nous tentons néanmoins, dans ce...
... nous publions en outre les déclarations de deux candidatures...
... du Rhône et la 3^e circonscription de Charente.

SÉ, UNE DYNAMIQUE ME DROITE MENAÇANTE

avec une mention particulière à la ministre de la Transition écologique Amélie de Montchalin, qui a dénoncé « ceux qui, en se repeignant de vert et rose, sont des anarchistes d'extrême gauche » (sic). Et que dire de l'ex-ministre Roxana Maracineanu, candidate dans le Val-de-Marne (94), qui en appelle au « barrage » et au « front républicain » face à la candidature de la femme de chambre et syndicaliste Rachel Keke ?

Faire perdre Macron en votant NUPES

D'un certain point de vue, cette forme de panique fait plaisir à voir, même s'il est difficile de garder son calme face à des déclarations aussi outrancières. L'inquiétude des amis de Macron face aux scores de la NUPES, qui n'a pourtant, qu'on se le dise, pas grand chose à voir avec l'extrême gauche, trouve sa source dans le fait que ces scores, qui confirment celui de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, expriment un rejet du pouvoir et des politiques néolibérales. Cette petite dynamique électorale ne doit pas être surestimée, a fortiori au vu du niveau très élevé de l'abstention, notamment chez les jeunes et dans les quartiers populaires, mais elle doit être prise pour ce qu'elle est : l'expression déformée, sur le champ électoral, de rapports de forces idéologiques et sociaux, avec l'affirmation d'un refus, « sur la gauche », des politiques et de la gouvernance de Macron. Nous avons exprimé nos critiques de la NUPES, et nous continuerons de le faire. Ce n'est d'ailleurs pas

pour rien que le NPA a refusé de rejoindre cette coalition. Mais force est de constater que des millions de personnes de notre camp social se sont saisies de ces candidatures pour se faire entendre face à Macron, et que nous devons tout faire, dans les jours qui viennent, pour que cette dynamique s'amplifie. Sans illusion électorale, sans repeindre la NUPES en rouge et sans oublier la présence du PS en son sein, mais en affirmant haut et clair qu'il faut tout faire pour battre Macron et pour envoyer un maximum de députéEs représentant une gauche de rupture avec le social-libéralisme. Les élections ne changent pas la vie, mais la composition de la future Assemblée aura des conséquences sur les années qui viennent : si Macron n'a pas de majorité, et s'il y a une centaine, voire plus, de députéEs antilibéraux à l'Assemblée, le climat ne sera pas le même que si Macron triomphe.

Le combat ne fait que commencer

A fortiori dans la mesure où l'extrême droite, même si elle a pu sembler discrète durant la campagne, risque de considérablement augmenter sa présence à l'Assemblée, avec les conséquences que cela peut avoir en termes de visibilité médiatique et de moyens financiers et matériels. Il n'y a certes pas eu de raz-de-marée et le RN, présent au second tour de la présidentielle, peut apparaître comme marquant le pas, mais il ne faut pas sous-estimer ses scores : avec

près de 19% des suffrages, le RN réalise son meilleur score aux législatives, et il peut se maintenir dans 208 circonscriptions (contre 120 en 2017) ; le parti d'extrême droite confirme qu'il est dans un processus de « normalisation », avec une réelle implantation dans plusieurs régions (au nord, à l'est et au sud-est) et des percées dans d'autres, y compris dans l'ouest. L'extrême droite aura certes moins de députéEs que la gauche, mais cela ne signifie nullement que ses capacités de nuisance vont s'en retrouver amoindries, bien au contraire. Il y a un enjeu à ce que la situation de crise politique qui se poursuit – ce que le premier tour des législatives a confirmé – ne bénéficie pas aux forces les plus réactionnaires. L'instabilité est bien là, et on sait que de telles situations peuvent générer des dynamiques contradictoires, qui ne bénéficieront pas mécaniquement aux opprimés et aux exploités. D'où l'enjeu d'infliger une défaite « sur sa gauche » à Macron, mais aussi de préparer, dès aujourd'hui, les combats de demain, en s'appuyant sur les dynamiques militantes qu'ont pu générer les campagnes d'une partie des candidatEs de la NUPES, afin de constituer ou de pérenniser des collectifs prêts à mener les bagarres de demain face au néolibéralisme autoritaire, mais aussi à poser la question de la nécessité, au-delà des élections, de construire des outils de résistance et d'organisation de notre camp.

Julien Salingue

3^e CIRCONSCRIPTION DE CHARENTE : « L'ÉCHO RENCONTRÉ EST LOIN D'ÊTRE NÉGLIGEABLE ET RESTERA UN POINT D'APPUI POUR LA SUITE »

Déclaration des
candidatEs **Alexandre
Raguet et Hélène
Topouria**, qui ont réalisé
le score de 0,55 %.

Notre score de 0,55% est médiocre. Très médiocre même. Nous ne nous attendions pas à atteindre des sommets électoraux, mais nous disons assurément que notre campagne fut meilleure que ce que notre résultat en dit. Nous avons rencontré des centaines de personnes dont des Gilets jaunes, des syndicalistes, des militantEs associatifs, des écologistes, des habitantEs des campagnes... Nous avons reçu d'excellents retours, avons eu une bonne couverture médiatique... L'écho rencontré est loin d'être négligeable et restera un point d'appui pour la suite.

Vote utile à gauche

Comme à la présidentielle, il y a eu un vote dit « utile » à gauche. Nous en sommes déçus même si nous le comprenons. La candidate PS/NUPES arrive à 19,5%. Nous restons toutefois convaincus de la ligne politique que nous avons défendue durant cette campagne. Il est pour nous toujours central de tenir les deux bouts : rassembler la gauche de combat, la gauche alternative et radicale... tout en préparant l'affrontement social, écologique, démocratique avec le pouvoir pour imposer un programme et pour en finir avec le capitalisme. C'est pour cela que nous avons voulu montrer notre désaccord avec la NUPES qui, en intégrant le PS et d'autres éléments droitières dans son accord, s'empêche de construire une véritable alternative radicale et se limite pour le moment à une dynamique électoraliste. En nous présentant à quelques endroits face à des candidatEs PS, nous pouvions défendre cette politique. Une fois dit cela, nous voyons d'un bon œil les résultats obtenus par la NUPES au niveau national. C'est l'expression des classes populaires souhaitant en finir avec les politiques d'austérité et les



politiques anti-écologiques. Reste maintenant à en faire quelque chose de collectif, radical et utile à notre classe.

Le député sortant balayé

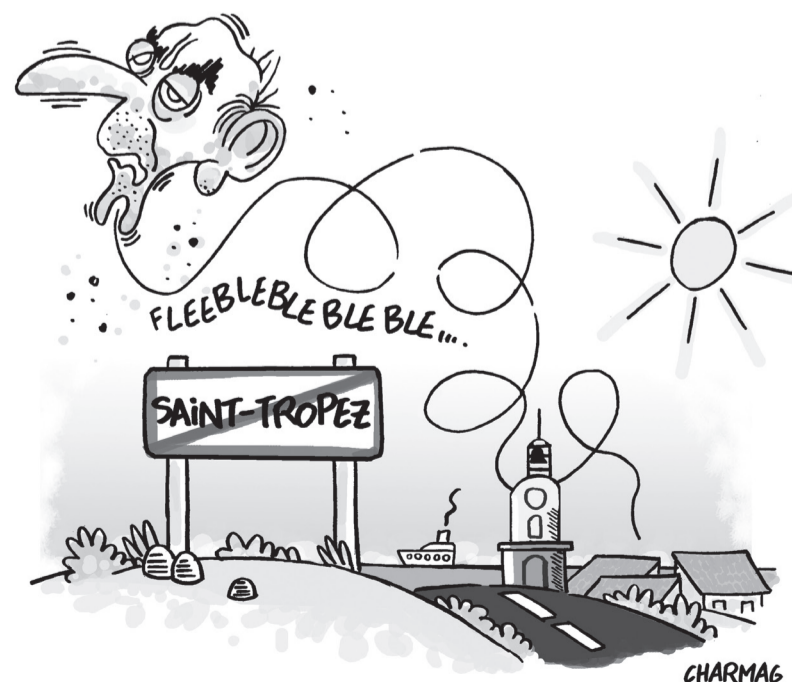
Le tremblement de terre politique sur notre terre du Nord-Charente c'est le passage assuré de la circonscription à la droite raciste ou ultra-libérale. Le RN arrive en tête. LREM est juste derrière. Le député sortant n'arrive même pas troisième mais quatrième ! C'est une claque pour Jérôme Lambert... c'était probablement la campagne de trop. Longtemps au PS, celui-ci n'y était plus mais gardait des liens forts avec la fédération départementale. Ses votes anti-mariage pour tous et anti-PMA, « l'affaire » autour de son appartement parisien, en plus de l'usure de tant de mandats, auront eu raison de lui. Toutefois, en s'accrochant à son poste une fois de trop, il a empêché à la gauche d'être au second tour. Cela ne nous concerne pas directement mais c'est la démonstration, une fois de plus, que le collectif et les décisions collectives doivent avoir le dessus sur les ambitions personnelles. Nous ne donnons pas de consigne de vote au second tour sur la 3^e circonscription de Charente. Il est évident qu'aucune voix ne doit aller à l'extrême droite, le RN – le FN avant lui – est une organisation d'extrême droite, liée à différents courants fascistes... mais il ne nous est pas possible pour autant d'appeler à voter pour la candidate macroniste alors même

que Macron prépare un plan anti-social d'envergure et qu'il place à la tête de son gouvernement des personnalités trouvant l'extrême droite « trop molle ».

Préparer les mobilisations

Nous nous permettons en revanche de nous positionner sur le second tour de la 1^{re} circonscription. Nous appelons celles et ceux qui nous lisent et qui le peuvent à voter René Pilato et Aude Marchand pour tenter d'arracher une des trois circonscriptions à la droite. Enfin et surtout, nous rappelons que le terrain politique ne se limite pas aux élections. Les mobilisations sociales et écologiques sur notre territoire et sur l'ensemble du pays vont s'inviter sur la scène publique. Nous devons d'ores et déjà les préparer. Nous sommes à cet effet disponibles pour construire des fronts de lutte, portant des revendications concrètes et travaillant à des convergences. Sur notre circonscription, nous pensons qu'il serait par exemple utile de réfléchir à une mobilisation rassemblant à la fois les Gilets jaunes, les syndicalistes, les anti-bassines, les défenseurEs de l'hôpital de Ruffec... Une manifestation pour l'eau bien commun, pour la justice sociale et environnementale, pour les services publics dès la rentrée. Voici une perspective à préparer dès maintenant avec toutes celles et ceux qui le souhaitent.

Alexandre Raguet et Hélène Topouria



MARSEILLE

Une soirée réussie pour soutenir les grévistes de Laser!



NPA

Samedi 11 juin, le NPA, Révolution permanente et la CNT-SO ont réuni plus de 80 personnes à Marseille, dans les locaux de Solidaires, pour une soirée de soutien aux grévistes de Laser à l'ARS : une belle réussite!

Depuis le 29 mars, les sept salariéEs de la société de nettoyage Laser employés au siège de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur sont en grève. Ils et elles s'opposent à la tentative de mutation par leur direction, qui a repris le « chantier » en janvier, d'une agente de nettoyage et du chef d'équipe, jugé trop proche des salariéEs. Laser souhaitait répartir le travail entre celles et ceux qui restaient, sans augmenter leur nombre d'heures, en prétextant une diminution des tâches à effectuer. En réalité, le travail n'a pas changé : nettoyer les huit toilettes par étage, les espaces collectifs, la quarantaine de bureaux... en deux heures trente ou trois heures selon les agents. Insuffisant!

Une discussion enthousiasmante et pleine d'espoir

Après plus de deux mois de grève, et malgré les pressions de la direction de Laser (qui n'a pas hésité à convoquer des entretiens disciplinaires et même à prononcer le licenciement d'un gréviste!), les grévistes ont fini par obtenir une bonne nouvelle : l'ARS a dénoncé le contrat qui la liait à l'UGAP. C'est cette centrale d'achat nationale qui avait passé le contrat de sous-traitance avec Laser. Bon débarras! Pour les grévistes, il faudra encore tenir jusqu'en octobre, le temps du préavis, et maintenir la pression pour imposer leurs conditions à leur futur patron : être tous et toutes repris sur le site, et reprendre le travail au moins aux mêmes conditions qu'auparavant. Pour tenir dans la durée, la caisse de grève s'est révélée essentielle. Et depuis deux mois, les grévistes ont multiplié les occasions de se montrer et de la remplir : sur le piquet devant l'ARS tous les après-midi, mais aussi dans différentes manifestations, par des ventes de sacs... Le NPA, régulièrement présent sur le piquet, a proposé d'organiser une soirée de soutien le 11 juin. La soirée a commencé avec une introduction sur le problème de la sous-traitance et les conditions de travail dans le secteur du nettoyage, avant que les grévistes ne prennent la parole pour raconter leur mouvement et que Sylvie, ancienne gréviste de l'hôtel Ibis Batignolles ne raconte leur grève victorieuse (après 22 mois de lutte!) il y a un an. Une discussion enthousiasmante et pleine d'espoir pour la suite, qui s'est poursuivie autour d'un buffet solidaire et qui a permis de récolter plusieurs centaines d'euros pour les grévistes.

Correspondants



AGROALIMENTAIRE Les œufs Matines ou la liberté du loup dans le poulailler

Située entre producteurs d'œufs, restauration et grande distribution, l'entreprise Matines met un terme à son activité sur plusieurs sites de conditionnement/emballage. Si 114 emplois sont supprimés sur 172, c'est bien en amont l'activité des 177 éleveurEs/producteurEs d'œufs qui s'en trouve remise en cause.

Pourtant, ni le loup ni même le renard ne peuvent être incriminés ici. Et cela fait d'ailleurs belle lurette que de poulailler, il n'y en a plus : la « concurrence libre et non faussée », la course au prix le plus bas à l'unité, conjuguées à la démesure capitaliste, en ont fait leur affaire.

«Avril» en donneur d'ordre

Matines est une filiale du mastodonte de l'agroalimentaire Avril. Ce sont bien les actionnaires d'Avril qui ont poussé depuis au moins six décennies à la folie de l'industrialisation de toute la filière. Des profits très importants ont été réalisés. Mais de la révélation de l'horreur de la production des œufs au constat documenté de leur piètre qualité, c'est toute la filière qui est entrée dans l'impasse. Du côté des actionnaires, la tergiversation n'a pas duré : c'est l'annonce de l'arrêt de Matines et la reprise partielle par Sanders, autre filiale d'Avril spécialisée dans l'alimentation animale. C'est qu'il y a encore des réserves de profitabilité et l'investivité capitaliste est grande notamment autour des « déchets » : poussins éliminés et mort prématurée (euphémisme) des poules pondeuses. Et poursuite de la production – en diminution tendancielle – quasiment dans des conditions d'aujourd'hui, pour les consommateurEs les plus pauvres.



DR

Les poules pondeuses en cage

Des poules en cage, ou plutôt en « cage aménagée » car la cage simple est désormais interdite dans l'UE. La cage simple, minimum 550 cm² pour chaque poule (une feuille A4, c'est 620 cm²), l'aménagée, 750 cm² avec perchoir et nid... Le sol, du grillage qui blesse les pattes, les cages, superposées, plusieurs milliers de poules par entrepôt, sans fenêtre... Elles en deviennent folles, souvent agressives entre elles. Et l'élevage au sol, à peine différent tellement la concentration est forte, une vie entière – très courte – loin de la lumière du jour... Plus de la moitié des œufs consommés en France sont encore produits ainsi, et l'équipe Macron a refusé l'abolition

des cages. Productivisme oblige, la poule pond 300 œufs en une année puis est expédiée à 14/15 mois comme du matériau à l'abattoir quand une poule en poulailler en pond 60 et peut vivre 10 ans.

Rompre avec le productivisme capitaliste

Pour les producteurEs, pour les salariéEs du secteur, pour notre santé de consommateurs... et pour les poules : il faut engager une rupture maintenant pour aller vers une agroécologie respectueuse du vivant, de tout le vivant! Il faut basculer le plus vite possible vers une production 100% bio, c'est incontournable et même en faisant vite, ça mettra du temps : raison

supplémentaire pour enclencher le processus maintenant! Il y faudra un engagement très conséquent tellement les résistances d'Avril et de l'agrobusiness seront fortes.

Sécurité sociale de l'alimentation et continuité du salaire

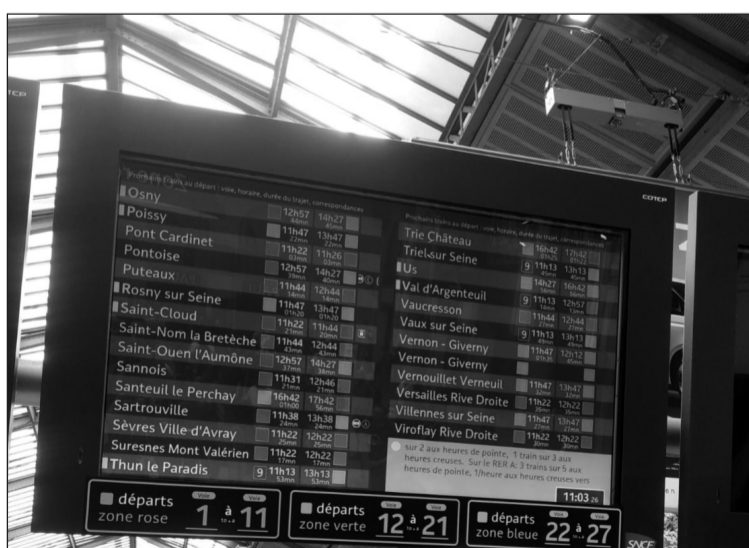
Le projet de Sécurité sociale de l'alimentation¹ doit être débattu : beaucoup doit être discuté entre nous, nous les salariéEs du secteur, nous les producteurEs, nous les consommateurEs... La pérennité, la solidité macroéconomique de la rupture devra s'imposer par cette réforme systémique. À travers ce projet global, nous pouvons reprendre la main sur l'investissement. Les intérêts que nous mettons en cause sont immenses et nous avons la garantie que les actionnaires ne se laisseront pas déposséder de la poule aux œufs d'or sans résistance. Le secteur agroalimentaire peut créer un million d'emplois dans un premier temps, comme le dit la Confédération paysanne. Aussi devons-nous imposer le principe que ce secteur ne subisse plus aucun licenciement, nous devons décréter la continuité du salaire et en tout premier lieu pour les salariéEs de Matines!

Commission nationale écologie

1 – Lire notre dossier dans l'Anticapitaliste n°602 (10 février 2022).

SNCF Grève des conducteurEs à Paris Saint-Lazare

Lundi 13 juin, une agitation particulière règne dans la gare Saint-Lazare. Sur les quais, une nuée de « gilets rouges » de la SNCF tentent tant bien que mal de renseigner les passagerEs. Car il y a du travail à voir les écrans : peu de trains rouleront aujourd'hui.



NPA

d'une modification d'une journée de service qui contrevient complètement aux accords locaux... la réponse? « On s'en fout des accords locaux! » Et ce n'est pas un robot qui lui parlait...

Rendez-vous les 23 et 24 juin... et plus si affinités!

Après avoir voté démocratiquement les revendications du mouvement, l'AG se conclut par une discussion sur les suites : comment entraîner encore plus de collègues dans le mouvement tout en ayant conscience que des grèves « carrées » sur un jour ne suffiront certainement pas? Le débat aboutit sur une proposition qui fait accord entre tous ou presque : si la direction ne satisfait pas nos revendications, on remettra le couvert le 23 et le 24 juin prochains, sans s'interdire de ne pas reprendre le travail par la suite... La date n'est pas choisie au hasard : le 24, une journée de grève est également prévue chez les conducteurEs de Paris Sud-Est sur des sujets similaires. L'occasion de taper ensemble sur le même clou!

Correspondants

«C'est pas nous, c'est Orion!»

L'assemblée générale est l'occasion pour chacunE de partager sa colère sur la dégradation continue des conditions de travail. La région de Paris Saint-Lazare est « pilote » pour le déploiement d'un nouveau logiciel de programmation des journées de service des conducteurs. Mais Orion – c'est son doux nom – a la fâcheuse tendance à changer au dernier moment la

programmation des cheminotEs à des fins « d'optimisation ». 48 ou 24 heures avant de travailler, sans motif apparent et de manière contre-réglementaire, vous êtes donc notifiés que finalement vous ne finirez pas à 15 h mais à 16 h et que vous ne finirez pas votre journée à Cergy mais à Achères. Un enfer pour l'organisation de sa vie personnelle! Face à cela,

la direction n'a qu'un mot : « C'est pas nous, c'est Orion! » Derrière les « bugs » d'Orion, un esprit (mal placé bien sûr!) pourrait voir une tentative de la boîte de « flexibiliser » encore plus notre travail : faire autant voire plus avec moins de conducteurEs, on connaît la chanson à force. À écouter le récit d'une collègue en AG, Orion a d'ailleurs bon dos. Elle se plaint

ANTIRACISME 11 juin : il faut vite sortir des urnes !

«On n'attend pas!» C'était le mot d'ordre sous lequel la Campagne Antiracisme et solidarité, appuyée par des organisations pour la Justice climatique avait appelé à manifester ce 11 juin à la veille du premier tour des élections législatives. Contre le racisme et l'extrême droite, pour l'égalité des droits, la justice sociale et climatique.

À Paris la manifestation, modeste en nombre, de quelques milliers a, encore une fois, été dominée par les cortèges de collectifs de sans-papiers. Un rassemblement et une manifestation sauvage appelée par les organisations syndicales et politiques locales l'avait précédée dans le 18^e arrondissement, contre «le permis de tuer» et en hommage à la jeune femme abattue par des policiers le samedi précédent. À noter que, affaibli par les polémiques sur sa logique répressive, le pouvoir avait décidé l'absence totale de présence policière. Résultat : superbe manif. Conclusion évidente : le problème c'est la police. Des rassemblements et manifestations, eux aussi modestes mais enthousiasmants ont eu lieu à Marseille, Strasbourg, Bayonne, Auxerre, Poitiers, Lannion, Alençon...

La clef : nos capacités d'organisation

On n'oublie pas que Macron a été réélu. On n'oublie pas que 13 millions de voix sont allées à Marine Le Pen. On n'oublie pas que la police tue, pour un rien, dans nos quartiers. On n'oublie pas que des fascistes



Dans le cortège parisien. DR

ont tué par deux fois à Paris ce dernières semaines. Alors que cette année de campagne électorale permanente, dominée par les idées les plus nauséabondes, s'achève, qui peut douter que les choses vont désormais s'accélérer ? Et qu'elles se décideront en dehors de la sphère qui a concentré toutes les énergies : celle des élections et du Parlement ? Et que la clef sera donc nos capacités d'organisation, de lutte et de riposte à tous les niveaux. Comment en serait-il autrement quand, entre abstention et faiblesse du vote Macron, les séquences électorales ont

démontré l'absence de base pour le pouvoir ? Qui peut en douter quand le président a hypocritement fait appel aux valeurs des électeurs et électrices de l'Union populaire pour se faire élire «contre le danger fasciste»... puis les a mis dans le même sac quelques semaines plus tard lors des législatives ? Donc voilà le paysage : – Un pouvoir instable qui va chercher par tous les moyens à court-circuiter le Parlement et se reposer sur un appareil d'État de plus en plus autoritaire ; – Une extrême droite considérablement renforcée par cette



Dans le cortège parisien. DR

séquence électorale, placée en embuscade et qui va chercher à se construire sur le terrain ; – Une gauche qui a démontré que ses idées pouvaient avoir une audience de masse. De ce point de vue, les manifestations de ce samedi étaient cruciales : elles assurent que la voie du combat n'est pas bloquée. Mais l'indécence faiblesse des organisations dans la rue, qu'elles soient syndicales, associatives ou politiques, ce samedi comme durant le reste de la campagne, est aussi une alarme. Il va falloir vite sortir des urnes pour appeler au combat.

Denis Godard



Rassemblement à Châteauroge dans le 18^e contre le permis de tuer. DR

TRANSPORT AÉRIEN « Pour que les salaires décollent, il faut que les avions restent au sol ! »

Retour sur la journée de grève, le 9 juin, à Roissy-Charles de Gaulle.

On embarque jeudi 9 juin à 8 h au terminal 2E de l'aéroport Roissy CDG... pas pour les vacances mais pour la grève ! Des AG se sont tenues dans les différentes entreprises de la zone et les cortèges de salariéEs arrivent les uns après les autres pour préparer cette journée d'action bien particulière.

300 euros d'augmentation nette

Les prises de parole débutent. Elles disent les raisons de la colère. En effet, pendant la pandémie, les patrons ont massivement licencié et les effectifs ont fondu. Avec la reprise du trafic aérien ces derniers mois, les cadences sont infernales. Et l'inflation vient s'ajouter à tout ça. Cette situation largement partagée dans toutes les boîtes, sous-traitantes ou non, a poussé les travailleurEs des 800 entreprises exploitantes de l'aéroport à se mettre en grève derrière la même revendication : 300 euros d'augmentation nette pour tous et toutes ! C'est donc 25% du trafic aérien qui est resté au sol jeudi, pendant que 800 grévistes manifestaient entre les terminaux 2 et 3 de l'aéroport.



NPA

L'occasion de développer des liens entre salariéEs, alors que le patronat essaie de les diviser au maximum en multipliant à l'infini la sous-traitance : pour faire face aux donneurs d'ordre, il faut s'unir et les grévistes ont bien conscience qu'ils viennent de passer une étape importante pour la suite. Cette journée réussie est le fruit d'un long travail des militantEs syndicaux de différentes entreprises et de l'Union locale CGT. Les militantEs ont réalisé de très nombreuses tournées dans la plupart des entreprises du site. Et ce même dans des secteurs jusqu'alors plutôt isolés, comme les loueurs

de voitures qui comptaient 100% de grévistes toutes entreprises confondues. À la fin de cette journée réussie et de la longue manifestation à travers l'aéroport, la grève est reconduite au lendemain. Manière pour les plus déterminéEs des grévistes de préparer la suite avec leurs collègues. Une délégation de syndicalistes est reçue par la préfecture. Celle-ci reconnaît l'ampleur de la mobilisation dans toutes les entreprises de la zone, tout en jouant la petite musique habituelle : le préfet « n'a aucun pouvoir » sur les différentes directions d'entreprises (il ne s'est pas

posé le problème quand il s'agissait de mobiliser les CRS pour encadrer la manifestation).

Reprise de la grève en juillet

Le lendemain, vendredi 10 juin, une AG de grévistes réunit 70 personnes issues de différentes entreprises : ADP, Air France dont Cargo, ACNA, PFS, Securitas Aviation... La suite s'organise : un tract est voté et déjà des équipes partent le distribuer pour raconter la réussite de la veille, la force de l'unité entre salariéEs de différentes entreprises et les échéances prévues pour poursuivre la mobilisation. Car ils ne comptent pas en rester là : la reprise de la grève a été votée pour le premier week-end de juillet. Les patrons ne sont pas au bout de leurs peines. D'ici là, certainEs imaginent une apparition à la grand-messe des entreprises aéroportuaires qui se tiendra, hasard du calendrier, en fin de semaine à Paris. Les modalités se discutent entre grévistes. Tous souhaitent utiliser ce mois de juin pour frapper fort début juillet afin d'obtenir ce qu'ils veulent : 300 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous. Une revendication qui a déjà eu un certain écho dans d'autres secteurs et, après cette grève remarquée du 9 juin, la mobilisation des salariéEs de la zone aéroportuaire pourrait bien leur donner des ailes. Pierre Selim et Stéphane Ino

l'Anticapitaliste la revue

Le n°135 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Souscription du NPA

Le NPA a lancé cette année une souscription exceptionnelle au mois de mai.

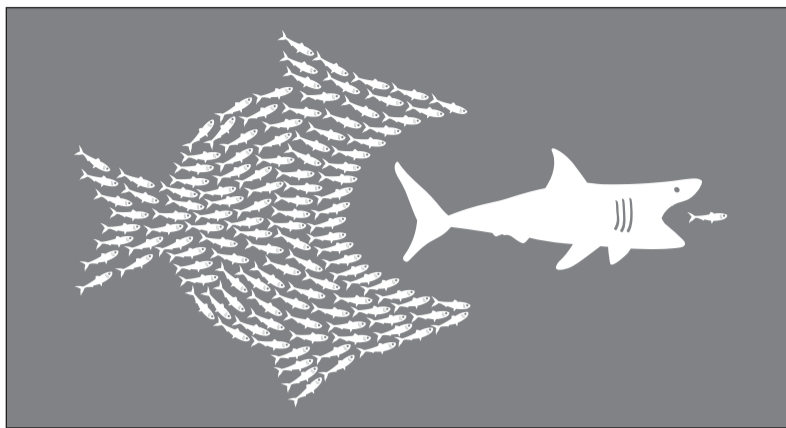


INFOS PRATIQUES Deux moyens de paiement: le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à souscription.npa2009.org ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques: avant le 31 décembre 2022 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent-e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à: **NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

NOM _____
 PRÉNOM _____
 ADRESSE _____
 CODE POSTAL _____ VILLE _____
 MONTANT _____ €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à un militant·e ou à envoyer à: **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.
Souscription.NPA2009.ORG ~ NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG



RDV à Port-Leucate!

La 14^e université d'été du NPA se déroulera, cette année encore, au village vacances Rives des Corbières de Port-Leucate. Rendez-vous du 21 au 24 août (accueil à partir du samedi 20 dans l'après-midi, départ le jeudi 25 après le petit-déjeuner).

TARIFS PAR PERSONNE (PENSION COMPLÈTE)

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

14^e université d'été du NPA

FORMULAIRE D'INSCRIPTION

NOM: _____
 PRÉNOM: _____
 ÂGE: _____ TÉL: _____
 (Attention: les mineurEs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale)
 GENRE: _____
 ADRESSE: _____
 CODE POSTAL: _____
 VILLE: _____
 EMAIL: (écrire lisiblement) _____
 NOMBRE D'ADULTES INSCRITS: _____
 NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS: _____
 DATE(S) DE NAISSANCE DES ENFANTS INSCRITS: _____
 Souhaitez-vous que vos enfants soient gardés en journée?
 OUI NON
 VÉGÉTARIEN VÉGAN
 SOMME TOTALE DUE: _____
 MONTANT DE L'ACOMPTE _____

(la moitié de la somme due):

Avec qui l'hébergement est-il souhaité? (Attention, précisez impérativement si la distanciation physique est nécessaire dans le logement): _____

Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers...): _____

Pour les personnes handicapées, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement (chambre aménagée, accompagnement, etc.). _____

Merci de renseigner toutes les demandes pour vous accueillir au mieux, en particulier en ce qui concerne le logement au vu des conditions d'accueil exceptionnelles liées à la crise sanitaire. La confirmation d'inscription est envoyée uniquement par mail.



Les Nôtres

Sylvie Laplace

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Sylvie Laplace, militante révolutionnaire de longue date au Pays basque, brutalement emportée par la maladie.

C'est en 1968 que Sylvie a connu des militants de la LCR, en particulier Claude Larrieu, un camarade décédé accidentellement en 2016, un drame et un manque dont elle parlait souvent. Militante de la LCR depuis les années 1970, elle fut comme Claude partie prenante en 1995 du projet d'un «parti des travailleurs» auquel Arlette Laguiller avait appelé lors de la présidentielle, ce qui les a menés ensuite à militer dans le groupe Voix des travailleurs formé par tous les militants exclus de Lutte ouvrière en mars 1997, qui avaient rendu vivant cet appel d'Arlette Laguiller.

Une vie de militantisme

Militante fidèle à ses premiers engagements, elle rejoignit à nouveau la LCR avec laquelle VDT fusionna en 2000 puis le NPA au sein duquel elle défendait l'unité des révolutionnaires.

Sylvie a milité aussi de nombreuses années au Planning familial, dès les années 1970, et elle y a tenu

régulièrement des permanences au bureau de Bayonne. Elle a été de toutes les luttes féministes, notamment pour le droit à l'avortement, participant aux rassemblements et manifestations nationales et locales, de tous les combats pour le droit des femmes à être libres.

Elle a exercé des responsabilités à la CGT, à l'Union locale CGT de Bayonne, et bien sûr dans toutes les entreprises où elle a travaillé. Agent territoriale, elle a travaillé à la mairie de Biarritz d'où elle avait été licenciée, puis à la police municipale d'Anglet où elle avait été réintégrée après une lutte acharnée contre son licenciement.

Par son engagement militant, elle avait su gagner le respect des policiers municipaux, une prouesse dont elle n'était pas peu fière.

Elle participait aussi, avec les militants nationalistes Abertzale en particulier, aux luttes de défense des droits des prisonniers politiques, victimes d'un traitement par l'État français qui la révoltait, qu'elle ne cessait de dénoncer en



DR

affirmant son point de vue de classe, internationaliste.

Jusqu'au bout, malgré ses problèmes de santé, elle a continué à défendre ses idées communistes révolutionnaires avec toute sa détermination et sa forte personnalité, pour un parti démocratique et révolutionnaire. Elle militait aussi bien sûr pour l'unité des révolutionnaires, qu'elle défendait dans le NPA mais aussi auprès des militants de Lutte ouvrière avec lesquels elle avait gardé des relations de camarades. Elle a tenu jusqu'au bout dans sa dignité à nous encourager à garder le cap de la perspective de se préparer à la révolution socialiste, à la prise du pouvoir par les travailleurEs,

contre ce monde invivable et pour un monde qui réponde aux besoins de tous.

Nous nous souviendrons toujours de son courage, sa détermination à lutter contre sa maladie et toutes les complications qui en ont suivi, mais aussi de sa force et sa dignité pour poursuivre son combat pour ses idées.

Sylvie aimait faire la fête, les moments conviviaux où l'on échange et on rit. Sa chaleur et son humour espiègle vont nous manquer.

Nous pensons bien sûr à son fils, Jon, dont elle nous parlait souvent, ainsi qu'à tous ses proches affectés par sa disparition.

Ses camarades

Essai



Débrancher la 5G ?

Éditions Écosociété, 160 pages, 14 euros.

nouveaux secteurs (automobile, électroménager). Cette évolution permet ainsi de garantir un horizon de remplacement des terminaux actuels, qui arrivent aujourd'hui à saturation.

Les nouveaux débouchés, censés justifier la 5G avec de nouvelles applications, consistent à introduire « l'internet des objets », soit 3,5 milliards de nouvelles connexions (selon une estimation de la compagnie Ericsson). Cela signifie espérer connecter une série de nouveaux équipements, comme des appareils domestiques, pour améliorer le confort des utilisateurs et utilisatrices.

Autre grand secteur promis à cet avenir radieux, la voiture « connectée » et « autonome ». Enfin, la multiplication du nombre de caméras digitales vient compléter cet hypothétique horizon digital : en 2020, 70 % des objets déjà connectés en 5G sont des caméras de vidéosurveillance.

La plupart de ces objectifs ne sont qu'à l'état de projets, et représentent surtout la volonté de créer de nouveaux grands marchés solvables, en présentant ces nouveaux « services » comme un progrès considérable et une réponse à l'attente supposée des consommateurEs. La numérisation croissante des activités humaines et l'invention de nouveaux produits et services sont déterminées par une poignée de grandes entreprises, sans prendre en compte les conséquences climatiques, énergétiques

et sociales de ces investissements (estimés seulement pour l'Europe à 500 milliards d'euros), que seules quelques multinationales peuvent réaliser.

La croissance exponentielle du nombre d'objets à connecter est un des arguments clés des partisans de la 5G. Car il semble difficile de justifier la réduction de 20 à 2 secondes pour le téléchargement d'un film comme une avancée décisive. La justification de la voiture « autonome » est encore plus risible, puisqu'un véhicule circulant dans des zones urbaines serait totalement dépendant des liaisons 5G et des logiciels et des données informatiques distants. Ces aspects ont peu été mis en avant au moment où la contestation des nouvelles installations 5G a commencé à émerger. Car la critique se focalisait surtout sur les aspects sanitaires et sur les effets à court et moyen terme des nouveaux rayonnements des antennes.

Décision sanitaire ou politique ?

Sur les aspects sanitaires, l'ouvrage aborde de nombreuses études et arrive à une conclusion, qui selon ses auteurEs, n'est pas très satisfaisante. Les conséquences néfastes de l'usage intensif de la téléphonie mobile sont déjà attestés. Les effets thermiques des radiofréquences sont connus et ont conduit à la définition d'un champ électrique maximum. Par contre,

avec les nouvelles fréquences et le type d'exposition des antennes et des terminaux de la téléphonie mobile, il n'est pas encore avéré que des modifications biologiques aient des conséquences sanitaires directement associées.

À l'heure actuelle, il n'est pas possible d'expliquer scientifiquement des conséquences malignes. Soit le résultat des études est trop imprécis, soit les mécanismes biologiques expliquant certaines observations liant de possibles séquelles sur les organismes vivants ne sont encore pas connus. Augmenter le nombre et le type d'études ne permettrait pas à court terme d'apporter plus de certitudes.

Bien entendu, les partisans de la 5G concluent à l'absence totale de risque sanitaire. Le contraire est aussi vrai. L'impossibilité de démontrer avec certitude des effets négatifs ne signifie pas qu'ils n'existent pas. Dans une telle situation, la décision sera avant tout politique.

Voulons-nous couvrir cette orientation technologique, pour des impératifs de croissance économique ? À l'heure actuelle, l'urgence dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre devrait nous conduire à éviter le déploiement de technologies voraces en matière premières et en énergie, à examiner toutes les conséquences écologiques et sanitaire d'infrastructures n'apportant à la majorité de la société aucun avantage décisif en termes de sécurité, de confort, de liberté et de sobriété énergétique. La 5G fait partie d'une course à la croissance infinie. C'est déjà un argument suffisant pour s'y opposer fermement.

José Sanchez

Paru dans le n°406 de *solidarités* (Suisse).

L'intérêt de l'ouvrage collectif *Débrancher la 5G ?* réside dans l'étendue de l'étude sur cette technologie. Issu des travaux de l'Atelier d'écologie politique à Toulouse, il cite plus de deux cents sources, études et déclarations publiques de nombreuses institutions. Ce sérieux n'empêche pas une critique de fond très pertinente.

Une technologie indispensable ?

Pour les partisans de la 5G, cette technologie sera indispensable dans l'avenir : nous n'aurions pas le choix, la 5G constituerait une évolution nécessaire des systèmes existants.

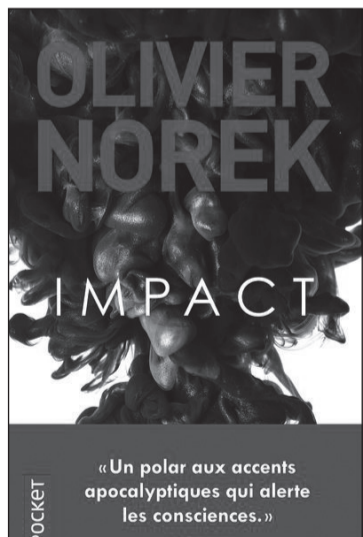
Or, la 5G apparaît comme une technologie destinée à alimenter un marché et une croissance financière et économique, aussi bien pour les secteurs actuels des télécommunications et des terminaux (téléphones mobiles, ordinateurs, caméras), que de

Roman

Impact, d'Olivier Norek

Éditions Pocket (première édition chez Michel Lafon), 312 pages, 7,40 euros.

Face au réchauffement climatique, à l'état de la planète et à la responsabilité des humains – enfin du 1% qui semble décider de son avenir, Olivier Norek est en colère. C'est avec ce sentiment que Virgil Solal, le héros de son dernier roman, *Impact*, s'adresse à sa prisonnière, responsable financière à la BNP : « Vous cochez toutes les cases les plus sales : charbon, pétrole, bitumineux, gaz de schiste et forage en pleine mer. C'est comme si vous cherchiez à nuire volontairement. Juste après l'accord de Paris, [...] les grandes banques ont immédiatement augmenté leurs investissements dans les énergies fossiles et baissé ceux des énergies renouvelables. C'est quoi votre problème ? »



écoterroriste, écologiste radical) devant son précédent « invité » le patron de Total. S'il précise que les propos et actions de son personnage « n'engagent que lui », Olivier Norek s'inquiète qu'à « ne pas entendre les cris d'alarme, certains le façonnent déjà ».

Face à cet ancien militaire et ancien flic, il y a un policier d'expérience, Nathan, par ailleurs père d'une adolescente qui lui a glissé, avant de s'endormir : « Je sais qu'à la fin, tu feras ce qui est juste », et Diane, une profilleuse agoraphobe. Et c'est leur engagement, leurs interrogations sur le bien et le mal, sur les limites de la désobéissance civile devant

l'égoïsme des dirigeants du monde qui accompagnent les lecteurEs tout au long du livre. Les lecteurEs et, avec eux, peu à peu, via les réseaux sociaux, des milliers, des millions de personnes solidaires de l'engagement de Virgil Solal et qui, de place en place, de manifestation en manifestation arborent, aux quatre coins de la planète, le masque au panda balafre du groupe Greenwar.

« La violence, elle vient d'où ? »

Après une première partie, axée sur l'enquête, la seconde, qui narre le travail des avocats du soldat de l'écologie, nous entraîne vers un roman-procès, comme il y a des films de procès. Et là, dans une langue toujours aussi directe, le réquisitoire est sans concession, et, c'est là aussi la grande force d'*Impact* : Olivier Norek ne cite que des faits réels, inondations, sécheresses et leurs cortèges de réfugiés climatiques, incendies géants ou glissements de terrains. Mais il va plus loin que la liste, éprouvante, des catastrophes et des millions de victimes avérées ou à venir, il les entrecoupe de rappels des décisions et déclarations de responsables de groupes pétroliers, bancaires, voire de responsables politiques, démontrant au passage leur égoïsme et leur nocivité.

Ainsi, les avocats organisent leur défense comme une réponse à la question de la fille de Nathan, partagée par une partie de plus en plus grande de la population : « Je sais que la violence ne résout rien, mais, réellement, la violence, elle vient d'où ? »

Sous le regard des millions d'internautes, les autorités font tout pour éviter un procès public, et empêcher que les peuples ne s'emparent du cri emprunté à Chico Mendes (défenseur de la forêt amazonienne assassiné en 1988 par des grands propriétaires) : « *L'écologie sans la révolution, c'est du jardinage* ». Mais plus rien ne pourrait être comme avant.

Si l'épilogue nous semble par trop naïf, Olivier Norek, avec ce roman écrit entre la première vague du Covid et la COP26, nous pose frontalement la question : « Vous pensiez qu'on allait faire des sit-in et chanter pour la planète encore combien de temps ? » La parole est aux lecteurEs.

Jean-Paul Debost

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h

Documentaire

Flee, de Jonas Poher

Documentaire d'animation danois, français, norvégien et suédois. 1h23 min, disponible sur arte.tv.

À bien des égards, *Flee* est un OVNI (objet vidéo non identifié). En premier lieu, il est diffusé sur le petit écran avant d'être disponible en salle à la fin août seulement. De plus, alors qu'il s'agit d'un documentaire, il raconte une histoire plus romanesque que beaucoup de fictions. Il se présente sous la forme d'un film d'animation, mais il est très largement illustré d'images d'archives d'info télévisée. Enfin, il nous propose des incursions visuelles dans une forme de non-dit – comme des zones d'indétermination – incarné par des tableaux fuyants de silhouettes au fusain. Efficace...



Une histoire vraie

Le film raconte l'histoire d'Amin, jeune homme qui fuit (« to flee » veut dire fuir) l'Afghanistan avec sa famille au moment de la guerre civile, juste avant l'arrivée au pouvoir des Talibans. La fuite vers la Russie peut sembler étonnante, mais il faut se rappeler les liens entre les deux pays à la fin des années 1970... Aucune surprise, par contre, dans la brutalité de la police russe, violente, arrogante, corrompue. L'errance doit donc reprendre vers la Suède : les passeurs, la clandestinité, la peur, la faim et le froid, lot commun de tant d'exiléEs... Et le sauvetage in extremis des sœurs d'Amin, lors d'un premier convoi, qui atteignent la Suède presque mortes. Pour le reste de la famille, plus tard – il faut le temps de ramasser l'argent ! – c'est l'interception en mer, le renvoi vers la Russie, et à nouveau les passeurs – cette fois plus chers, plus sûrs – pour Amin, seul... Et au bout de la route, le Danemark.

Poupées russes

L'histoire dans l'histoire, c'est le mode de narration choisi : Amin, adulte « bien intégré », universitaire qui a réussi, finit par raconter son histoire – telle une thérapie, allongé sur un divan au décor afghan – à son plus ancien ami danois, cinéaste. Et dans cette histoire elle-même, comme un élément central, l'homosexualité d'Amin, qu'il découvre au cours de son périple. Le récit navigue ainsi entre la vie confortable du couple d'Amin et Kasper, bien installé dans un Danemark accueillant, et les années d'errance d'Amin et de sa famille. C'est probablement ce qui, avec l'absence de suspense, permet à cette histoire d'éviter tout excès de pathos, de rester en permanence à un niveau de sobriété extrême, calquée sur le tempérament hyper flegmatique du personnage principal, et donne une très grande force au récit.

Claude Moro

Pour une décroissance écosocialiste

Un texte de **Michael Löwy**, directeur de recherche émérite, CNRS, Paris, auteur de « Qu'est-ce que l'écosocialisme ? » (Paris, Le Temps des Cerises, 2020), **Bengi Akbulut**, Université Concordia, Montréal, **Sabrina Fernandes**, docteure en sociologie, organisatrice écosocialiste, postdoctorante à la Rosa Luxemburg Stiftung et productrice de « Tese Onze », **Giorgos Kallis**, professeur à l'ICTA-Barcelone, et auteur de « The Case for Degrowth » (Polity Press, 2020).

La décroissance et l'écosocialisme sont deux des plus importants mouvements – et propositions – du côté radical du spectre écologique. Bien sûr, tous les membres de la communauté de la décroissance ne s'identifient pas comme socialistes, et tous les écosocialistes ne sont pas convaincus de l'intérêt de la décroissance. Mais on peut voir une tendance croissante au respect mutuel et à la convergence. Essayons de cartographier les grands domaines d'accord entre nous, et énumérons certains des principaux arguments en faveur d'une décroissance écosocialiste.

Toute alternative doit être radicale

1) Le capitalisme ne peut exister sans croissance. Il a besoin d'une expansion permanente de la production et de la consommation, de l'accumulation du capital, de la maximisation du profit. Ce processus de croissance illimitée, basé sur l'exploitation des énergies fossiles depuis le 18^e siècle, conduit à la catastrophe écologique, au changement climatique, et menace de l'extinction de la vie sur la planète. Les 26 conférences COP de l'ONU sur le changement climatique de ces 30 dernières années témoignent de l'absence totale de volonté des élites dirigeantes d'arrêter la course vers l'abîme.

2) Toute véritable alternative à cette dynamique perverse et destructrice doit être radicale, c'est-à-dire s'attaquer aux racines du problème : le système capitaliste, sa dynamique d'exploitation et d'extractivisme, et sa recherche aveugle et obsessionnelle de la croissance. La décroissance écosocialiste est une de ces alternatives, en confrontation directe avec le capitalisme et la croissance. La décroissance écosocialiste nécessite l'appropriation sociale des principaux moyens de re/production et une planification démocratique, participative et écologique. Les principales décisions sur les priorités de production et de consommation seront prises par les gens eux-mêmes, afin de satisfaire les besoins sociaux réels tout en respectant les limites écologiques de la planète. Cela signifie que les gens, à différentes échelles, exercent un pouvoir direct en déterminant démocratiquement ce qui doit être produit, en quelle quantité et de quelle manière ; comment rémunérer les différents types d'activités productives et reproductives qui nous soutiennent, nous et la planète. Garantir un bien-être équitable pour tous ne nécessite pas de croissance économique mais plutôt de changer radicalement la façon dont nous organisons l'économie et dont nous distribuons la richesse sociale.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Ni "socialisme productiviste" ni "capitalisme vert"

3) Une décroissance significative de la production et de la consommation est écologiquement indispensable. La mesure première et urgente est l'élimination progressive des combustibles fossiles, et il en va de même pour la consommation ostentatoire et gaspilleuse de l'élite riche des 1%. Dans une perspective écosocialiste, la décroissance doit être comprise en termes dialectiques : de nombreuses formes de production, comme les installations au charbon, et de services, comme la publicité, devraient être non seulement réduites mais supprimées ; certaines, comme les voitures privées ou l'élevage de bétail, devraient être considérablement réduites ; mais d'autres auraient besoin d'être développées : l'agroécologie, les énergies renouvelables, les services de santé et d'éducation, etc. Pour des secteurs comme la santé ou l'éducation, ce développement doit avant tout être qualitatif. Et même les activités les plus utiles doivent respecter les limites de la planète, il ne peut y avoir de production « illimitée » de quelque bien que ce soit.

4) Le « socialisme » productiviste, tel que pratiqué par l'URSS et d'autres expériences similaires, est une impasse. Il en va de même pour le capitalisme « vert », tel qu'il est prôné par les entreprises ou les « partis verts » traditionnels. La décroissance écosocialiste est une tentative de surmonter les limites des expériences socialistes et « vertes » passées.

5) Il est bien connu que le Nord est historiquement responsable de la plus grande partie du CO₂ dans l'atmosphère ; les pays riches doivent donc prendre la plus grande part dans le processus de décroissance. Mais nous pensons que le Sud ne devrait pas essayer de copier le modèle productiviste et destructeur de « développement » du Nord, mais plutôt chercher une approche différente, mettant l'accent sur les besoins réels des populations, en

termes de nourriture, de logement et de services de base, au lieu d'extraire toujours plus de matières premières (et de combustibles fossiles) pour le marché mondial capitaliste, ou de produire toujours plus de voitures pour les minorités privilégiées.

Processus d'auto-organisation et de résistance active

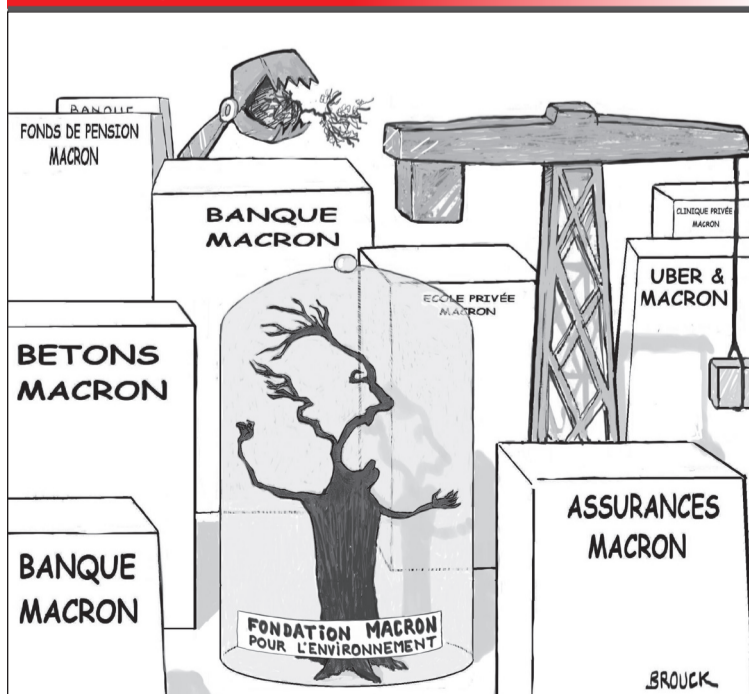
6) La décroissance écosocialiste implique également la transformation, par un processus de délibération démocratique, des modèles de consommation existants : par exemple, la fin de l'obsolescence planifiée et des biens non réparables ; des modèles de transport, par exemple, en réduisant fortement le transport de marchandises par bateaux ou camions (grâce à la relocalisation de la production), ainsi que le trafic aérien. En bref, il s'agit de bien plus qu'un changement des formes de propriété : c'est une transformation civilisationnelle, un nouveau « mode de vie » fondé sur des valeurs de solidarité, de

démocratie, d'égalité et de respect de la Terre. La décroissance écosocialiste est le signal d'une nouvelle civilisation qui rompt avec le productivisme et le consumérisme, en faveur d'une réduction du temps de travail, donc de plus de temps libre consacré aux activités sociales, politiques, récréatives, artistiques, ludiques et érotiques.

7) La décroissance écosocialiste ne peut gagner que par une confrontation avec l'oligarchie fossile et les classes dirigeantes qui contrôlent le pouvoir politique et économique. Qui est le sujet de cette lutte ? Nous ne pourrions pas vaincre le système sans la participation active de la classe laborieuse urbaine et rurale, qui constitue la majorité de la population et qui supporte déjà le poids des maux sociaux et écologiques du capitalisme. Mais nous devons également élargir la définition de la classe pour inclure celles et ceux qui assurent la reproduction sociale et écologique, les forces qui sont aujourd'hui à l'avant-garde des mobilisations sociales et écologiques : les jeunes, les femmes, les peuples indigènes et les paysans. Une nouvelle conscience sociale et écologique émergera à travers le processus d'auto-organisation et de résistance active des exploités et des opprimés.

8) La décroissance écosocialiste fait partie de la grande famille des autres mouvements écologiques radicaux et antisystémiques : l'écoféminisme, l'écologie sociale, le Sumak Kawsay (la « bonne vie » indigène), l'environnementalisme des pauvres, la Blockadia, le Green New Deal (dans ses versions les plus critiques), etc. Nous ne cherchons pas à obtenir une quelconque primauté – nous pensons simplement que l'écosocialisme et la décroissance ont un cadre de diagnostic et de pronostic partagé et puissant à offrir parallèlement aux cadres de ces mouvements. Le dialogue et l'action commune sont des tâches urgentes dans la conjoncture dramatique actuelle. **Michael Löwy, Bengi Akbulut, Sabrina Fernandes et Giorgos Kallis**

L'image de la semaine



Vu ailleurs

DISCRIMINATIONS SEXISTES CHEZ GOOGLE. Google a accepté de payer 118 millions de dollars pour solder une plainte en nom collectif accusant le groupe d'avoir discriminé les femmes en termes de salaires et d'échelons en Californie, ont indiqué deux cabinets les défendant.

L'accord couvre environ 15 500 employées ayant travaillé en Californie depuis septembre 2013, détaille un communiqué diffusé vendredi soir par Liefv Cabraser Heimann & Bernstein et Altshuler Berzon.

L'entreprise a aussi accepté une analyse de ses pratiques de recrutement et de rémunération par des tierces parties.

«Après près de cinq ans de procédures, les deux parties ont convenu que la résolution de l'affaire, sans aucune admission (de responsabilité) ni conclusion, était dans le meilleur intérêt de tous, et nous sommes très heureux d'avoir conclu cet accord», a indiqué un porte-parole de Google dimanche dans un message à l'AFP.

La plainte avait été engagée en 2017 devant un tribunal de San Francisco par des anciennes employées de Google estimant que le moteur de recherche payait les femmes moins que les hommes sur des postes équivalents et qu'elles étaient assignées à des échelons moins élevés que des hommes à expériences et qualifications équivalentes car l'entreprise se basait sur leurs salaires précédents.

Selon le texte de l'accord, rendu public par les avocats, Google «nie toutes les allégations de la plainte et maintient que (le groupe) s'est pleinement conformé à toutes les lois, règles et réglementations applicables à tout moment».

L'accord doit encore être approuvé par un juge.

«Nous nous engageons absolument à payer, embaucher et niveler tous les employés de manière juste et équitable», a affirmé le porte-parole de l'entreprise dans son message. «Si nous constatons des différences dans les rémunérations proposées, y compris entre les hommes et les femmes, nous procédons à des ajustements à la hausse pour les supprimer avant l'entrée en vigueur de la nouvelle rémunération, et nous continuerons à le faire.»

Le moteur de recherche avait déjà accepté en 2021 de payer 3,8 millions de dollars au ministère américain du Travail à la suite d'accusations de discriminations envers des femmes et des Asiatiques.

La plus grande partie de cet argent devait servir à indemniser 2565 femmes employées par Google à des postes d'ingénieur, ainsi que près de 3 000 personnes, candidates féminines ou candidats d'origine asiatique, qui n'avaient pas été choisis pour de tels postes.

Google avait alors déclaré que les discriminations avaient été détectées au cours d'une analyse interne de routine et que l'entreprise avait accepté de verser cette somme pour corriger la situation, tout en niant avoir enfreint la loi.

Agence France-Presse, «Discrimination sexiste : Google paye 118 millions USD pour solder une plainte en nom collectif», 13 juin 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèques à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard		6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org